

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 176

21 janvier 2014

### SOMMAIRE

Aerlux .....	8402	Copytech S.à r.l. ....	8444
Almasa S.A., SPF .....	8446	Cordius .....	8407
Amancey S.à r.l. ....	8448	Covidien International Finance S.A. ....	8443
AMS Fund Services .....	8402	D.B.C. ....	8403
Antennes Kirsch S.à r.l. ....	8448	Eagles Properties S.à r.l. ....	8448
Arcademe S.A. ....	8448	Fashold S.A. ....	8441
Archilabel .....	8448	Janes .....	8404
Automotive Parts Consulting S.à r.l. ....	8445	Merchbanc Sicav .....	8407
Avanza Immobilia S.à r.l. ....	8445	Multi Manager Access .....	8406
Avaros S.A. ....	8402	Multi Manager Access II .....	8406
AZU s.à r.l. ....	8445	Nelson Luxembourg Properties Develop- ment S.à r.l. ....	8426
Balian .....	8445	Pearson Luxembourg N°. 2. ....	8437
Balian .....	8446	Primogest S.A. ....	8441
Banjo S.A. ....	8447	Rawi S.A. ....	8405
Bati Safe, s.à r.l. ....	8447	SENECA Germany SCS, SICAV-FIS ....	8414
BayernInvest Luxembourg S.A. ....	8440	SENECA Verwaltung Germany, S.à r.l. ..	8411
B&B Concepts S.A. ....	8447	Société d'Investissement et de Finance- ment Internationale S.A. ....	8408
Benodec .....	8403	Sportfëscherveräin Remerschen a.s.b.l. ..	8434
Benoit, Jean-Nicolas & Partners .....	8408	Trust & Timing .....	8443
Beyer-Copex S.A. ....	8446	UBS Global Solutions .....	8405
BJ Partners S.A. ....	8408		
Boson Energy .....	8446		
Btech S.A. ....	8447		
Cercle des Pêcheurs Sportifs Remerschen Asbl .....	8434		

**Aerlux, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 67.091.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le jeudi 6 février 2014 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur les exercices clôturés au 31 décembre 2012;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014008027/546/18.

---

**AMS Fund Services, Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 141.635.

You are hereby convened to assist to the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders (the "Meeting") to be held at 2, rue Peternelchen, in L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg, on February 4, 2014, before Me KESSELER at 14:00 (Luxembourg time) with the following agenda:

*Agenda:*

1. Decision to dissolve "AMS Fund Services S.A." and to commence a voluntary liquidation procedure;
2. Appointment of "Alter Domus Liquidation Services Sàrl" as liquidator and determination of the relative fee;
3. Determination of the powers of the liquidator.

The resolutions on the agenda shall be passed with a quorum of half of the issued capital and by a majority of two thirds of the shares present or represented. In case of lack of quorum at the first Meeting, a second Meeting will be convened, at the same address and with the same agenda.

If you cannot attend the Meeting and if you want to be represented by the chairman of the Meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail at the latest five days prior to the Meeting (the "record date") to the attention of Me Luc Courtois, Bonn Steichen & Partners, 2, rue Peternelchen, in L-2370 Howald fax n°: +352.26025-999.

Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

*By order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2014009653/22.

---

**Avaros S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 147.288.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 10 février 2014 à 11:45 heures au 101, rue Cents à L-1319 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approval of the financial statements and approval of the allocation of the result as at 31 December 2013.
2. Approval of the report of the statutory auditor.
3. Decision to dissolve the company.
4. Nomination of the liquidator and fixation of his powers.
5. Discharge to the board of directors and the statutory auditor.
6. Miscellaneous.

Traduit en version française par:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Mise en liquidation de la société.
4. Nomination d'un liquidateur et fixation de ses pouvoirs.
5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014010493/1267/24.

---

**Benodec, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.979.

---

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 27 février 2014 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières (SOPARFI).
2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet social, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:  
«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.  
Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.  
Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.  
Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»
3. Modification de l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:  
«Il existe une société anonyme sous la dénomination de BENODEC.»
4. Modification de l'article 21 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:  
«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014010494/534/32.

---

**D.B.C., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 30.709.

---

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 27 février 2014 à 11 heures 15, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières (SOPARFI).
2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet social, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:  
«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

3. Modification de l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de D.B.C.»

4. Modification de l'article 21 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

5. Modification de l'article 5 des statuts comme suit:

«Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 1.499.755,82 (un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-deux cents) représenté par 6.050 (six mille cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.»

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014010495/534/40.

---

### **Janes, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.969.

---

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

#### **L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 27 février 2014 à 11 heures 30, avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières (SOPARFI).

2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet social, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

3. Modification de l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de JANES.»

4. Modification de l'article 21 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014010496/534/32.

---

**Rawi S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 40.316.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 27 février 2014 à 11 heures 45, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participation financières (SOPARFI).
2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet social, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:  
«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.  
Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.  
Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.  
Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»
3. Modification de l'article 1 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:  
«Il existe une société anonyme sous la dénomination de RAWI S.A.»
4. Modification de l'article 21 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:  
«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014010497/534/32.

**UBS Global Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.728.

Die Aktionäre der UBS Global Solutions sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014004976/755/32.

---

**Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.445.

Die Aktionäre der Multi Manager Access sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014004978/755/32.

---

**Multi Manager Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.748.

Die Aktionäre der Multi Manager Access II sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 12:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014004979/755/32.

**Cordius, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 105.128.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de CORDIUS aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 29 janvier 2014 à 11.30 heures.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2013
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 27 janvier 2014 auprès de CORDIUS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014004988/755/28.

**Merchbanc Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 51.646.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders ("the Meeting") of the MERCHBANC SICAV will be held at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on *January 29, 2014* at 3.00 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the directors' report and of the auditor's report
2. To approve the statement of net assets and of the statement of changes in net assets for the year ended as at September 30, 2013

3. Allocation of the net results
4. To discharge the directors with respect to their performance of duties during the financial year ending September 30, 2013
5. Statutory Appointments
6. Directors' fees
7. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that resolutions will be passed by a simple majority of the shareholders present or represented and voting at the Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by January 24, 2014, 9.00 a.m. at the latest - the attached proxy completed and duly signed to MERCHBANC SICAV, c/o RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, to the attention of Fund Corporate Services (fax No. +352/2460-3331).

For organizational reasons, those shareholders who wish to attend the Meeting in person are requested to register with MERCHBANC SICAV, c/o RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, to the attention of Fund Corporate Services (fax No. +352/2460-3331), by January 24, 2014, 9.00 a.m. at the latest.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014004991/755/29.

**Société d'Investissement et de Financement Internationale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 105.667.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 29 janvier 2014 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2014004994/1023/17.

**BJNP, Benoit, Jean-Nicolas & Partners, Société Anonyme,  
(anc. BJ Partners S.A.).**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 59, rue des Aubépines.  
R.C.S. Luxembourg B 170.987.

L'an deux mil treize, le quatorze novembre.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme  
«BJ PARTNERS S.A.»

avec siège social à L-1145 Luxembourg, 59 rue des Aubépines,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B170.987,

constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 1<sup>er</sup> août 2012, publié au Mémorial C du 19 septembre 2012, numéro 2.334, page 112.018.

L'assemblée est présidée par Monsieur Benoit SAVARY, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Thibault DAXHELET, demeurant professionnellement à Pétange-

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Nicolas LEGLISE, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentaire, restera ci-annexée pour être enregistrée avec l'acte.



II.- Il ressort de la liste de présence que les trente-trois (33) actions, d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-€) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-trois mille euros (33.000.-€) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Renonciation aux formalités de convocation
2. Modification de la dénomination et par conséquent modification de l'article 1<sup>er</sup>, premier paragraphe des statuts
3. Restructuration du capital social et modification de l'article 5 des statuts
4. Modification de l'article 13 des statuts
5. Modification de l'article 15 des statuts
6. Constatation de la nouvelle répartition des actions représentant le capital social
7. Divers

Sur ce, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social de la société étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée renonce aux formalités de convocation, tous les actionnaires représentés ou présents à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale en «Benoit, Jean-Nicolas & Partners» en abrégé «BJNP» et par conséquent de modifier l'article 1<sup>er</sup>, premier alinéa des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination «Benoit, Jean-Nicolas & Partners» en abrégé «BJNP».»

*Troisième résolution*

L'assemblée générale constate qu'il a été décidé de procéder à une conversion d'actions existantes à droit de vote en actions privilégiées sans droit de vote.

Cette conversion a été décidée par l'actionnaire unique et porte sur 16 des 33 actions représentant le capital social, lesquelles actions sont transformées en actions privilégiées sans droit de vote.

L'actionnaire unique déclare avoir reçu information et offre de souscription dans les conditions des articles 44 et 45 de la loi sur les sociétés commerciales, et déclare souscrire aux conditions dont question les 16 actions privilégiées sans droit de vote ainsi que les 17 actions ordinaires.

Ces actions sont divisées en 4 actions de catégorie A et 12 actions de catégorie C ainsi que 17 actions de catégorie B.

Dès lors, l'assemblée générale prend à l'unanimité des voix la décision de transformer le capital social de la société dont question et de créer des catégories d'actions avec dividende préférentiel et par conséquent de modifier l'article 5 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à trente-trois mille euros, représenté par:

- 4 (QUATRE) actions de catégorie A d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-€) chacune, actions privilégiées sans droit de vote

- 17 (DIX-SEPT) actions de catégorie B d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-€) chacune, actions ordinaires avec droit de vote

- 12 (DOUZE) actions de catégorie C d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-€) chacune, actions privilégiées sans droit de vote.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale prend à l'unanimité des voix la décision de modifier l'article 13 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

**Art. 13.** Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

#### *Droits de vote*

Chaque action ordinaire donne droit à une voix lors de toutes les assemblées des actionnaires.

Chaque action privilégiée sans droit de vote ne confère aucun droit de vote sauf dans des circonstances limitées décrites ci-après.

Les actions privilégiées sans droit de vote confèrent une voix par action privilégiée sans droit de vote et voteront avec les actions ordinaires à toutes les assemblées des actionnaires de la Société lorsque, malgré l'existence de bénéfices statutaires disponibles, le Dividende Privilégié n'a pas été déclaré ni payé pour une période de deux exercices sociaux successifs.

Les actions privilégiées sans droit de vote continueront à disposer de tels droits de vote jusqu'à ce que tous les arriérés des Montants Privilégiés aient été entièrement payés.

De plus, les détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote disposeront d'une voix par action privilégiée sans droit de vote et voteront avec les actions ordinaires sur toute résolution ayant trait à:

- (i) toute émission de nouvelles actions bénéficiant de droits préférentiels,
- (ii) la détermination du Dividende Privilégié,
- (iii) la conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires,
- (iv) la réduction du capital social de la Société,
- (v) toute modification des statuts de la Société,
- (vi) toute émission d'obligations convertibles,
- (vii) la liquidation ou dissolution anticipée de la Société, ou
- (viii) une transformation de la Société d'une forme juridique sous la loi luxembourgeoise en une autre forme juridique.

Toutefois, toute question affectant les droits des détenteurs d'actions en tant que classe, y compris les matières énoncées dans les clauses (i) et (ii) du paragraphe précédent affectant les droits des détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote, requiert la convocation d'une assemblée des détenteurs d'actions privilégiées de la classe ou des classes d'actions en question votant comme une classe afin d'adopter la résolution.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale prend à l'unanimité des voix la décision de modifier l'article 15 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Il sera prélevé sur le bénéfice annuel net de la Société cinq pourcent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve supplémentaire sera égale à dix pourcent (10%) du capital souscrit de la Société.

Le montant restant des bénéfices annuels et les autres réserves distribuables, selon le cas, seront distribués conformément et sous réserve des conditions de la loi applicable et des présents statuts de la manière suivante:

#### *Dividende privilégié*

Les actions privilégiées sans droit de vote auront droit à recevoir annuellement (i) un dividende préférentiel à un taux annuel de 5% de la valeur nominale des actions privilégiées sans droit de vote

(ii) un montant de dividendes privilégiés supplémentaire, qui est défini dans un pacte d'actionnaires. Ce pacte d'actionnaires devra être respecté lors de toute cession ou autre transmission des actions dont question et devra être soumis à la connaissance de tous les actionnaires de la société, y compris les actionnaires dont les actions sont des actions ordinaires.

#### *Dividende ordinaire*

Le bénéfice net annuel distribuable restant après distribution du Dividende Privilégié sera distribué proportionnellement entre tous les détenteurs d'actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la Loi.»

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale constate à la suite de la conversion du capital social la souscription du capital social comme suit:

Monsieur Eric ALBERT, responsable comptable, né le 29 novembre 1976 à Brest (France), demeurant à L-1143 Luxembourg, 26, Rue Astrid souscrit à l'intégralité des

QUATRE ACTIONS PRIVILEGIEES DE CATEGORIE A

DIX-SEPT ACTIONS ORDINAIRES DE CATEGORIE B

DOUZE- ACTIONS PRIVILEGIEES DE CATEGORIE C

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré clos le présent procès-verbal.

*Déclaration en matière de blanchiment*

Les actionnaires / comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Estimation des frais*

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille six cinquante euros (1.650,- €). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connus du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: B. SAVARY, T. DAXHELET, J.-N. LEGLISE, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 novembre 2013. Relation: EAC/2013/15135. Reçu soixante-quinze euros 75,-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 6 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170112/154.

(130207851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

**SENECA Verwaltung Germany, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 182.353.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am achtundzwanzigsten November;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 122906,

hier vertreten durch ihren Geschäftsführer, Herrn Dr. Bernhard ENGELBRECHT, geschäftsansässig in, 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, der zur Einzelvertretung befugt ist, ausweislich eines aktuellen Auszuges der PATRIZIA Luxembourg S.à r.l. aus dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Die erschienene Partei, handelnd wie erwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

**1. Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Bezeichnung „SENECA Verwaltung Germany, S.à r.l.“ (die Gesellschaft).

**2. Art. 2. Gesellschaftszweck.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung des Portfolios der SENECA Germany SCS, SICAV-FIS, einem luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à variable - fonds d'investissement spécialisé) nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 in seiner jeweils gültigen Fassung (Gesetz von 2007) in der Rechtsform einer luxemburgischen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple - SCS) nach dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung.

2.2 Die Gesellschaft hat die ihr nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften zustehenden Rechte und Pflichten und darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, oder den Gesellschaftszweck fördern.

**3. Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

**4. Art. 4. Sitz der Gesellschaft.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

4.2 Durch Beschluss der Gesellschafter kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch Beschluss der Geschäftsleitung verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten.

**5. Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) festgesetzt, eingeteilt in tausendzweihundertundfünfzig (1.250) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (10,- EUR).

**6. Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

**7. Art. 7. Gewinnbeteiligung.** Jeder Anteil hat ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

**8. Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile.** Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

**9. Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen.**

9.1 Anteile eines alleinigen Gesellschafters sind frei übertragbar.

9.2 Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen an Dritte nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, beschlossen werden. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern bedarf es eines solchen Beschlusses nicht.

**10. Art. 10. Rückkauf von Anteilen.**

10.1 Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

10.2 Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses der Gesellschafter erwerben oder veräußern. Der Beschluss kann nur von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geschlossen werden.

**11. Art. 11. Insolvenz eines Gesellschafters.** Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt von der Insolvenz eines Gesellschafters.

**12. Art. 12. Geschäftsführung - Geschäftsleitung.**

12.1 Die Gesellschaft hat mindestens zwei Geschäftsführer. Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafter ernannt und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzt.

12.2 Die Geschäftsführer bilden die Geschäftsleitung. Die Geschäftsleitung ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern vorbehalten sind.

12.3 Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Beschlüsse können nur gefasst werden, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

12.4 Die Geschäftsleitung wählt einen Vorsitzenden für jede Sitzung. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

12.5 Jede Sitzung muss wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer in Dringlichkeitsfällen. Eine Sitzung der Geschäftsleitung kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss der Geschäftsleitung festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

12.6 Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung der Geschäftsleitung im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) gilt als persönliche Teilnahme; und eine so abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden in einem Protokoll festgehalten, welches

am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Vollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

12.7 Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse der Geschäftsleitung auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsleitung unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

### **13. Art. 13. Vertretungsmacht - Bevollmächtigung.**

13.1 Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer nach außen vertreten. Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen.

13.2 Zwei Geschäftsführer können gemeinsam ihre jeweiligen Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte delegieren. Die jeweiligen Geschäftsführer, die ihre Befugnisse delegieren, legen die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

**14. Art. 14. Haftung des Geschäftsführers/der Geschäftsführer.** Der/die Geschäftsführer haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

**15. Art. 15. Beschlüsse der Gesellschafter – Gesellschafterversammlung.** Die Gesellschafter fassen ihre Beschlüsse schriftlich anstelle einer Gesellschafterversammlung. Bei mehreren Gesellschaftern, werden Beschlüsse durch einfache Mehrheit gefasst. Ein Beschluss zur Änderung des Gesellschaftsvertrages, ist durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, zu fassen.

**16. Art. 16. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

### **17. Art. 17. Jahresabschluss.**

17.1 Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung von der Geschäftsleitung aufgestellt.

17.2 Jeder Gesellschafter kann am Ort des Gesellschaftssitzes Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

**18. Art. 18. Aufsicht und Kontrolle.** Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) wird ernannt.

**19. Art. 19. Gewinnverteilung - Rücklagen.** Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5 %) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung ausgeschüttet werden. Die Geschäftsführer können beschließen eine Zwischendividende auszuzahlen.

**20. Art. 20. Auflösung - Abwicklung.** Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

**21. Schiedsklausel - Schiedsgerichtsort.** Alle Streitigkeiten, die sich im Zusammenhang mit dieser Satzung oder über ihre Gültigkeit ergeben, werden nach der Schiedsgerichtsordnung der Deutschen Institution für Schiedsgerichtsbarkeit e.V. (DIS) unter Ausschluss des ordentlichen Rechtsweges endgültig entschieden. Schiedsgerichtsort ist München.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind sämtliche tausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile durch die Alleingesellschafterin PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., vorgenannt und vertreten wie hiervor erwähnt, gezeichnet worden und durch die vorgenannte Zeichnerin voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

#### *Kosten*

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr achthundertfünfzig Euro (850,- EUR).

*Beschluss des Alleinigen Gesellschafters*

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die Geschäftsleitung der Gesellschaft hat drei (3) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für unbestimmte Zeit ernannt:

- Dr. Bernhard ENGELBRECHT, geschäftsansässig in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg;
- Dr. Florian HEUPEL, geschäftsansässig in 44, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange; und
- Frank KEWITZ, geschäftsansässig in Parktower, Bockenheimer Anlage 44, 60322 Frankfurt.

(2) Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg;

(3) Als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises) wird die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Deloitte Audit“, mit Sitz in L-2220 Luxemburg, 560, rue de Neudorf, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 67895, ernannt.

WORÜBER die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Als Zeuge wovon wir, der unterzeichnete Notar, unsere Unterschrift und unser Siegel unter dem oben genannten Datum unter diese Urkunde setzen.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat die erschienene Partei mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: B. ENGELBRECHT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2013. LAC/2013/54832. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172671/155.

(130210527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

**SENECA Germany SCS, SICAV-FIS, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1222 Luxemburg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxemburg B 182.553.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am achtundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister R.C.S. B 122906;

rechtmäßig vertreten durch Herrn Dr. Bernhard ENGELBRECHT, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg,

hier vertreten durch Herrn Arne BOLCH, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift;

SENECA Verwaltung Germany S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Eintragung im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister anhängig;

rechtmäßig hier vertreten durch Herrn Dr. Florian HEUPEL, Geschäftsführer und Herrn Dr. Bernhard ENGELBRECHT, Geschäftsführer, beide geschäftsansässig in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg,

hier vertreten durch Herrn Arne BOLCH, vorgenannt, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift;

Die oben aufgeführten Vollmachten bleiben, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vollmachtnehmer, handelnd wie vorerwähnt, und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienenen Parteien, handelnd wie erwähnt, ersuchen den unterzeichneten Notar, den Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

**1. Definitionen.** Die im Gesellschaftsvertrag verwendeten Definitionen entsprechen denen des Emissionsdokuments der Gesellschaft.

## **2. Rechtsform, Name und Sitz.**

2.1 Die Gesellschaft ist eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital nach dem Rechtsrahmen der spezialisierten Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé - SICAV-FIS) nach dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das Gesetz von 2007) in der Rechtsform einer luxemburgischen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple - SCS) nach dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung.

2.2 Der Name der Gesellschaft lautet: "SENECA Germany SCS, SICAV-FIS".

2.3 Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Komplementärs innerhalb der Gemeinde oder andernorts innerhalb des Großherzogtum Luxemburgs durch Gesellschafterbeschluss verlegt werden.

2.4 Bei der Gesellschaft handelt es sich um ein so genanntes offenes Investmentvermögen, d.h. die Anteilhaber haben das Recht, die Anteile jederzeit ganz oder teilweise zurückzugeben, wobei das Rücknahmeverlangen mindestens sechs Monate vor dem vom Kommanditisten gewünschten Rücknahmetag bei der Gesellschaft anzuzeigen ist. Bei umfangreichen Anteilrückgaben, welche die im Fonds verfügbare Liquidität übersteigt, sowie bei Vorliegen bestimmter außergewöhnlicher Umstände, wie in Ziffer 13 dieses Gesellschaftsvertrages beschrieben, kann die Rücknahme der Anteile gegebenenfalls ausgesetzt werden.

## **3. Gegenstand des Unternehmens.**

3.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, ihr Vermögen im Rahmen des Gesetzes von 2007 und nach den Bestimmungen des Emissionsdokumentes der Gesellschaft anzulegen und ihren Kommanditisten unter Beachtung des Gebots der Risikostreuung die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zukommen zu lassen.

3.2 Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Maßnahmen und Rechtsgeschäfte im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 und nach den Bestimmungen des Emissionsdokuments der Gesellschaft durchzuführen, die dem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen geeignet sind.

3.3 Die Gesellschaft qualifiziert als alternativer Investmentfonds (der AIF) im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013). Die Gesellschaft ist berechtigt als AIF, alle Maßnahmen und Rechtsgeschäfte zur Erfüllung der Anforderungen des Gesetzes von 2013 zu erfüllen, insbesondere kann die Gesellschaft entweder vertreten durch den Komplementär (intern-verwalteter AIF) oder aber durch Bestellung einer externen dritten Gesellschaft handeln (externer AIFM).

## **4. Anlageziel, -politik und -beschränkungen.**

4.1 Die SENECA Verwaltung Germany S.à r.l., eine in der Rechtsform einer société à responsabilité limitée gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg errichtete Gesellschaft, ist Komplementär der SENECA Germany SCS, SICAV-FIS (der Komplementär). Der Komplementär legt, (i) das Anlageziel, (ii) die Anlagepolitik sowie (iii) die Anlagebeschränkungen (zusammen die Anlagerichtlinien) der Gesellschaft im Emissionsdokument im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 sowie den dazu ergangenen Bestimmungen unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung näher fest.

4.2 Zur Umsetzung des Anlageziels kann sich die Gesellschaft einer oder mehrerer Immobiliengesellschaften bedienen (die Investitionsvehikel) und an diesen Beteiligungen erwerben.

## **5. Dauer der Gesellschaft.**

5.1 Die Gesellschaft wird für die Dauer von 10 Jahren gerechnet ab dem Gründungszeitpunkt geschlossen. Durch einen Gesellschafterbeschluss, der mit mindestens Zweidritteln der Stimmen aller Kommanditisten gefasst werden muss, kann die Dauer der Gesellschaft um bis zu zweimal für jeweils zwei Jahre verlängert werden.

5.2 Der Ausschluss bzw. die Ersetzung des Komplementärs aus der Gesellschaft führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

## **6. Gesellschafter, Beitritt, Kapitaleinlage Gründungsgesellschafter.**

6.1 Der Komplementär gründet die Gesellschaft zusammen mit einem Gründungskommanditisten. Beide verpflichten sich zu einer sofort zahlbaren Kapitaleinlage in Höhe von jeweils 1 EUR, wovon (i) der Komplementär einen Komplementäranteil zum Ausgabepreis von 1 EUR und (ii) der Gründungskommanditist 1 Kommanditanteil zum Ausgabepreis von 1 EUR erhält. Der Komplementär wird darüber hinaus keine weitere Kapitaleinlage erbringen. Anlässlich des Beitritts eines weiteren Kommanditisten wird der vorgenannte Kapitalbeitrag des Gründungskommanditisten im Sinne von 11.2 zwangsweise zurückgenommen und die Kapitaleinlage an den Gründungskommanditisten ausbezahlt.

Beitritt weiterer Kommanditisten

6.2 Der Beitritt weiterer Kommanditisten ist wie folgt möglich:

6.3 Jeder Investor, der Kommanditist der Gesellschaft werden will, muss Institutioneller Investor sein. Institutioneller Investor ist eine Person, die die Voraussetzungen des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 erfüllt, keine natürliche Person ist und zugleich als professioneller Anleger (§ 1 Abs. 19 Nr. 32 des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB)) oder semiprofessioneller Anleger (§ 1 Abs. 19 Nr. 33 KAGB) qualifiziert. Die Anteile an dem Fonds dürfen nicht von einem

Privatanleger der nicht Anleger im vorstehenden Sinne ist erworben werden. Der Komplementär ist von der vorstehenden Bestimmung des Satzes 1 ausgenommen. Der Komplementär wird nicht mehr als insgesamt 100 Institutionelle Investoren als Kommanditisten zur Gesellschaft beitreten lassen.

6.4 Jeder Investor, der Kommanditist der Gesellschaft werden will, hat eine Beitrittserklärung zu unterzeichnen. Auf dieser Basis wird der jeweilige Investor erklären, dass er Kommanditist auf der Grundlage dieses Gesellschaftsvertrages sowie des Emissionsdokumentes werden will. Der jeweilige Investor wird ferner den Betrag seiner Kapitaleinlage in der Beitrittserklärung angeben. Die Annahme der Beitrittserklärung steht im alleinigen Ermessen des Komplementärs. Nach Annahme der Beitrittserklärung durch den Komplementär ist der Investor zur Zahlung seiner vollen Kapitaleinlage, so wie sie sich aus der Beitrittserklärung ergibt, verpflichtet. Weitere Einzelheiten zum Beitritt der Kommanditisten sind im Emissionsdokument näher beschrieben.

6.5 Der Beitritt ist wirksam nach (i) der Annahme durch den Komplementär und (ii) der Eintragung des Investors in das Anteilsregister (das Register) der Gesellschaft als Kommanditist. Das Register wird von der Gesellschaft oder einem von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Dritten geführt. Es enthält den Namen jedes Kommanditisten, den der Gesellschaft angezeigten Wohn- oder Geschäftssitz sowie die Kommanditanteile, einschließlich des Vermerks der geleisteten und noch zu leistenden Einlagen.

### **7. Kapital, Kapitaleinlagen, Mindestkapital und Anteilsklassen.**

7.1 Das Kapital der Gesellschaft ist in Kommanditanteile und in einen einzigen Komplementäranteil eingeteilt. Ein Kommanditist kann eine Vielzahl von Kommanditanteilen halten. Die Kommanditanteile, die ein Kommanditist hält, sind aus dem Register ersichtlich.

7.2 Die Kommanditisten erbringen ihre Kapitaleinlagen durch Geldeinlagen. Zu Nachschüssen oder sonstigen zusätzlichen Finanzierungsbeiträgen, wie auch Emissionsaufgelder, sind die Kommanditisten nicht verpflichtet.

7.3 Das Kapital der Gesellschaft hat die gesetzlich festgelegte Mindestsumme von einer Million zweihundertfünftausend Euro (1.250.000 EUR) innerhalb von zwölf Monaten nach der Eintragung der Gesellschaft nach Artikel 43 (1) des Gesetzes von 2007 als spezialisierter Investmentfonds zu erreichen.

### **8. Ausgabe von Kommanditanteilen.**

8.1 Die Ausgabe von Kommanditanteilen erfolgt auf die Einzahlung der Kapitaleinlage eines Kommanditisten. Die Einzahlung erfolgt jeweils anlässlich eines oder mehrerer Kapitalabrufe. Der Einzahlung anlässlich eines Kapitalabrufes geht jeweils eine Einzahlungsaufforderung des Komplementärs, wie näher im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben, voraus.

8.2 Die Ausgabe von Kommanditanteilen ist stets nur an Institutionelle Investoren erlaubt.

8.3 Die Gesellschaft kann Tausendstelbruchteile eines Kommanditanteils ausgeben. Diese Bruchteile haben kein Stimmrecht. Solche Bruchteile vermitteln jedoch ein Beteiligungsrecht an den Erträgen und Liquidationserlösen.

8.4 Die Bedingungen der Ausgabe von Kommanditanteilen werden im Emissionsdokument näher bestimmt. Die Gesellschaft darf insbesondere beschließen, dass Kommanditanteile während einer oder mehreren Zeichnungsperioden oder in oder zu anderen, wie im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen oder Zeiträumen, ausgegeben werden.

8.5 Versäumt ein Kommanditist, einen in einer Einzahlungsaufforderung eingeforderten Betrag spätestens fünf (5) Geschäftstage nach Ablauf des Tages des Zugangs der Einzahlungsaufforderung (nachstehend als Fälligkeitstag bezeichnet) an die Gesellschaft zu leisten, gilt dieser als säumiger Kommanditist (der Säumige Kommanditist). In diesem Fall wird der Komplementär, in Abstimmung mit der Verwaltungsgesellschaft, dem Säumigen Kommanditisten eine Nachfrist von zwei (2) Geschäftstagen setzen.

8.6 Sofern der Säumige Kommanditist dem Zahlungsverzug nicht innerhalb der Nachfrist abhilft, indem er der Gesellschaft den in der Einzahlungsaufforderung genannten Betrag zahlt, ist der Komplementär berechtigt (aber nicht verpflichtet), eine der nachstehend aufgeführten Maßnahmen zu ergreifen:

(a) Aufforderung des Säumigen Kommanditisten

(i) zur Zahlung von Zinsen auf den ausstehenden Betrag für den Zeitraum ab dem Fälligkeitstag bis zum Tag der Zahlung in Höhe eines im Emissionsdokumentes näher angegebenen Verzugszinses; und

(ii) zur Zahlung von Zinsen und Gebühren, die im Zusammenhang mit einer Finanzierung zum Zweck der Erfüllung der Pflichten im Hinblick auf Anlagen bei einem Engpass entstehen, der von dem Anleger, der Säumiger Kommanditisten geworden ist, zu verantworten ist.

(b) Aussetzung der Stimmrechte (einschließlich des Rechts auf Abstimmung über wesentliche Änderungen des Emissionsdokumentes) und des Rechts auf Erhalt von Ausschüttungen oder sonstigen Zahlungen auf die Kommanditanteile des Säumigen Kommanditisten bis zur erfolgten Zahlung;

(c) Herabsetzung oder Kündigung der offenen Kapitalverpflichtung des Säumigen Kommanditisten;

(d) Verbot der Leistung weiterer Kapitaleinlagen oder Verbot der Erhöhung der Kapitalverpflichtung des Säumigen Kommanditisten;

(e) im Fall des Verzuges bei der ersten Kapitaleinzahlung, Ausschluss des Säumigen Kommanditisten aus der Gesellschaft;



(f) basierend auf seiner Kapitalverpflichtung vor dem Verzugsfall, Aufrechterhaltung der Verpflichtung des Säumigen Kommanditisten zur Zahlung seines prozentualen Anteils an den Ausgaben und Gebühren im Sinne von Artikel 27, als wäre der Verzug nicht eingetreten; und

(g) Rücknahme der Kommanditanteile des Säumigen Kommanditisten durch die Gesellschaft zu einem Betrag, der dem zuletzt berechneten Nettoinventarwert der Kommanditanteile des Säumigen Kommanditisten am Fälligkeitstag entspricht.

### **9. Übertragung des Komplementäranteils und von Kommanditanteilen.**

#### Komplementäranteil

9.1 Jeder Verkauf, jede Abtretung, jeder Umtausch, jede Verpfändung, Belastung oder sonstige Veräußerung (Übertragung) des Komplementäranteils bedarf der Zustimmung der Gesellschafter im Wege eines Beschlusses von Gesellschaftern, die 75 % der ausgegebenen Kommanditanteile halten.

#### Kommanditanteil

9.2 Jede Übertragung sämtlicher oder eines Teils der Kommanditanteile, Kapitaleinlagen oder (nichtabgerufener) Kapitaleinzahlungsverpflichtungen eines Institutionellen Investors bedarf der vorherigen Zustimmung durch den Komplementär, die nach seinem alleinigen Ermessen erteilt und verweigert werden kann.

#### 9.3 Darüber hinaus

(a) ist jede Übertragung ungültig bzw. unwirksam,

(i) die zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift in Luxemburg, oder einer anderen Rechtsordnung führen würde und durch die der Gesellschaft steuerliche, rechtliche oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen würden;

(ii) die zu einem Verstoß gegen Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages oder des Emissionsdokumentes führen würde;

(iii) die zu einer Registrierungspflicht der Gesellschaft als Investmentgesellschaft gemäß dem US Investment Company Act von 1940 in der jeweils gültigen Fassung führen würde;

(iv) wenn der Übertragungsempfänger eine Nicht-Qualifizierte Person (wie nachfolgend in 11.1 definiert) oder eine im Auftrag oder namens einer Nicht-Qualifizierten Person handelnde Person ist; oder

(v) wenn der Übertragungsempfänger kein Institutioneller Investor ist; oder

(vi) wenn die Übertragung sonst nicht im Einklang mit dem Emissionsdokument und diesem Gesellschaftsvertrag erfolgt.

und

(b) Voraussetzung für jede (zulässige oder vorgeschriebene) Übertragung ist ferner,

(i) dass der Übertragungsempfänger in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist und dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt;

(ii) dass der Übertragende zeitgleich mit der Übertragung der Kommanditanteile die Übertragung seiner gesamten oder des betreffenden Teils seiner nichtabgerufenen Kapitaleinlageverpflichtung bzw. der verbleibenden Verpflichtung zur Bereitstellung von Geldern an die Gesellschaft gegen Ausgabe von Kommanditanteilen (oder für andere Zwecke) an den Übertragungsempfänger veranlasst;

(iii) dass der Übertragende bestätigt, dass der Übertragungsempfänger wirtschaftlich in der Lage ist, den finanziellen Verpflichtungen aus der Übertragung etwaiger nichtabgerufenen Verpflichtungen nachkommen zu können.

9.4 Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen erteilt der Komplementär bereits jetzt seine Zustimmung zu einer Verfügung über einen Kommanditanteil, welcher von einem VAG-Investor im gebundenen Vermögen oder in einem Investmentvermögen gehalten wird, vorausgesetzt, der Kommanditanteil wird an einen Übertragungsempfänger übertragen, der als Institutioneller Investor qualifiziert. Solange und soweit die Kommanditanteile der Gesellschaft Teil des gebundenen Vermögens eines VAG-Investors sind, darf, sofern anwendbar, über diese Kommanditanteile der Gesellschaft nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung im Sinne der entsprechenden Bestimmungen des VAG bestellten Treuhänders oder eines befugten Stellvertreters des Treuhänders verfügt werden. Als VAG-Investoren gelten deutsche Versicherungsgesellschaften, deutsche Pensionskassen, deutsche Pensionsfonds, deutsche Versorgungswerke sowie sonstige deutsche institutionelle Anleger, welche den Bestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes (das VAG) in der jeweils geltenden Fassung unterliegen oder auf die die Bestimmungen des VAG kraft spezieller gesetzlicher Anordnung oder aufgrund anderer Regularien Anwendung finden.

### **10. Rücknahmen von Kommanditanteilen.**

10.1 Anleger haben das Recht, ihre Kommanditanteile der Gesellschaft jederzeit ganz oder teilweise zurückzugeben. Das Rücknahmeverlangen ist durch den Anleger mindestens sechs Monate vor dem vom Anleger gewünschten Rücknahmedatum (der Rücknahmetag) bei der Gesellschaft anzuzeigen (der Rücknahmeantrag).

10.2 Rücknahmeanträge sind schriftlich per Brief oder Fax an die Register- und Transferstelle zu richten. Per Telefon oder Email gestellte Rücknahmeanträge werden nicht angenommen. Rücknahmeanträge sind unwiderruflich (außer in Zeiten, in denen die Ermittlung des Nettoinventarwertes und die Ausgabe und die Rücknahme von Kommanditanteilen ausgesetzt sind); die Rücknahmeerlöse werden auf das vom Anleger in seinem Rücknahmeantrag angegebene Konto überwiesen. Die Gesellschaft behält sich das Recht vor, Kommanditanteile nicht zurückzunehmen und die entsprechenden

Rücknahmeerlöse einzubehalten, sofern kein von der Gesellschaft als hinreichend angesehener Nachweis darüber vorliegt, dass der Rücknahmeantrag von einem Anleger der Gesellschaft gestellt wurde. In den Rücknahmeanträgen für Kommanditanteile muss entweder die Anzahl der zurückzunehmenden Kommanditanteile oder der zurückzunehmende Betrag in EUR angegeben werden.

10.3 Der Rücknahmepreis pro Kommanditanteil entspricht dem Nettoinventarwert je Kommanditanteil am Rücknahmetag wie im Emissionsdokument beschrieben.

10.4 Die Gesellschaft wird die Rücknahmeanträge am Rücknahmetag aus den verfügbaren Rücknahmemitteln erfüllen. Reichen die verfügbaren Rücknahmemittel nicht aus, um sämtliche an einem Rücknahmetag ausstehenden Rücknahmeanträge in voller Höhe zu erfüllen, werden die verfügbaren Rücknahmemittel zur teilweisen Erfüllung der Rücknahmeanträge verwendet, d. h. die Abwicklung der Anträge erfolgt anteilig im Verhältnis zur Gesamtzahl der Kommanditanteile jedes die Rücknahme beantragenden Anlegers, die an dem betreffenden Rücknahmetag Gegenstand eines ausstehenden Rücknahmeantrags sind. Wird ein Rücknahmeantrag an einem Rücknahmetag nicht oder nicht vollständig erfüllt, so ist der Rücknahmeantrag zu erfüllen, sobald die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Rücknahmemittel verfügt, spätestens jedoch innerhalb von zwei Jahren nach dem entsprechenden Rücknahmetag. Der Komplementär ergreift verschiedene im Emissionsdokument beschriebene Maßnahmen, um verfügbare Rücknahmemittel für ausstehende Rücknahmeanträge zu generieren.

10.5 Die Auszahlung der Rücknahmeerlöse erfolgt unverzüglich nach dem jeweiligen Rücknahmetag wie im Emissionsdokument näher beschrieben.

10.6 Sämtliche zurückgenommenen Kommanditanteile werden aus dem Register gelöscht.

10.7 Kommanditanteile können auf Veranlassung der Gesellschaft zurückgenommen werden, vorausgesetzt der Komplementär beschließt:

(a) die anteilmäßige Rücknahme von Kommanditanteilen, um Anlageerlöse durch die Veräußerung der Anlage anteilmäßig unter den Kommanditisten zu verteilen;

(b) die zwangsweise Rücknahme von Kommanditanteilen:

(i) die von einer Nicht-Qualifizierten Person gehalten werden;

(ii) die von einem Säumigen Kommanditisten gehalten werden, der innerhalb eines spezifischen vom Komplementär festgelegten Zeitraums erforderliche Einlagen oder bestimmte andere Zahlungen an die Gesellschaft (einschließlich im Fall von Zahlungsver säumnissen hinsichtlich der Entrichtung von Zinsbeträgen oder Zinsaufwand) nicht leistet;

(iii) die von einem ausscheidenden Kommanditisten gehalten werden;

zu einem auf dem letzten berechneten Nettoinventarwert basierenden Preis, abzüglich einer Geldbuße die, im vollen Ermessen des Komplementärs (i) einem, vom Komplementär festgelegten und im Emissionsdokument beschriebenen, Prozentsatz des Nettoinventarwerts der entsprechenden Kommanditanteile oder (ii) den der Gesellschaft, durch das Halten von Kommanditanteilen einer Nicht-Qualifizierte Person entstandenen Kosten (einschließlich der mit der Zwangs-rücknahme verbundenen Kosten) entspricht. Im Fall der Säumnis nach Ziffer 8.5 kann die Geldbuße bis zu 15 % des letzten Nettoinventarwerts betragen, im Übrigen kann die Geldbuße bis zu 5 % des letzten berechneten Nettoinventarwerts betragen.

10.8 Auf die Rücknahmen im Sinne von Ziffer 10.7 (b) oben ist die Regelung der Ziffer 26.2 entsprechend anwendbar.

### **11. Beschränkungen bzgl. des Erwerbs und des Haltens von Kommanditanteilen.**

11.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, den Erwerb von Kommanditanteilen zu unterbinden bzw. die zwangsweise Rücknahme bereits ausgegebener Kommanditanteile zu erwirken, sofern das Halten von Kommanditanteilen durch einen Institutionellen Investor (i) zu einem Verstoß gegen ein luxemburgisches (insbesondere des Artikels 2 des Gesetzes von 2007) oder anderes Gesetz oder einer sonstigen anwendbaren Rechtsvorschrift führen würde, oder (ii) wenn der Gesellschaft steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären (diese Institutionellen Investoren werden in diesem Gesellschaftsvertrag als Nicht- Qualifizierte Personen bezeichnet).

11.2 Die Gesellschaft darf insbesondere:

(a) sich weigern, Kommanditanteile auszugeben oder der Übertragung von Kommanditanteilen zuzustimmen, sollte sich herausstellen, dass diese Eintragung oder Übertragung zu einem rechtlichen Erwerb oder wirtschaftlichen Eigentum der Kommanditanteile durch eine Nicht-Qualifizierte Person führt oder führen würde; und/oder

(b) anlässlich der Ausgabe von Kommanditanteilen oder zu jedwedem späteren Zeitpunkt von einem Investor jede Information erfragen, welche die Gesellschaft zur Feststellung in die Lage versetzt, ob das wirtschaftliche Eigentum der Kommanditanteile auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht; und/oder

(c) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Gesellschafterversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(d) alle Ausschüttungen oder andere Zahlungen, die in Bezug auf die von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Kommanditanteile gezahlt wurden, zurückfordern;

(e) im Falle, dass eine Nicht-Qualifizierte Person entweder alleine oder zusammen mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer der Kommanditanteile ist, die Nicht-Qualifizierte Person anweisen, ihre Kommanditanteile zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf erfolgt ist. Sollte der Kom-

manditist dieser Anweisung nicht folgen, darf die Gesellschaft von diesem Kommanditist die Kommanditanteile zwangsweise im Sinne der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages über die zwangsweise Rücknahme von Kommanditanteilen zurücknehmen.

## 12. Berechnung des Nettoinventarwertes.

12.1 Der Nettoinventarwert wird in Euro auf vier Dezimalstellen ausgedrückt und an einem Bewertungstag, wie näher im Emissionsdokument festgelegt, durch Teilung des Wertes der Vermögensgegenstände der Gesellschaft, abzüglich der entsprechend zurechenbaren Verbindlichkeiten, durch die Anzahl der ausgegebenen Kommanditanteile gemäß den nachstehend festgelegten Bewertungsvorschriften festgestellt.

12.2 Der Nettoinventarwert kann nach Ermessen des Komplementärs auf die nächste Tausendstel einer Einheit der Referenzwährung auf- oder abgerundet werden.

12.3 Der Wert der Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Gesellschaft wird grundsätzlich gemäß den luxemburgischen Grundsätzen ordnungsgemäßer Rechnungslegung festgestellt. Zusätzlich wird eine Bewertung nach den Grundsätzen der International Financial Reporting Standards (IFRS) in der Fassung, in der sie in der Europäischen Union gelten, erstellt werden. Die Gesellschaft wird, vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen, die INREV-Methode nach den INREV-Leitlinien 2008 für die Berechnung des Nettoinventarwertes einhalten.

12.4 Der Wert dieser Vermögensgegenstände wird festgestellt, wie folgt:

(a) Immobilien, die im Namen eines Investitionsvehikels eingetragen sind, werden durch einen externen Sachverständigen bewertet. Jede dieser Bewertungen wird auf der Grundlage des Marktpreises (fair value) vorgenommen. Der externe Sachverständige ist ein von der Gesellschaft und anderen mit der Gesellschaft verbundenen Personen unabhängige juristische oder natürliche Person.

(b) Wertpapiere von Immobiliengesellschaften, die an einem Geregelten Markt notiert sind, werden auf der Basis des letzten veröffentlichten Börsen- oder Marktwertes bewertet.

(c) Aktien oder Anteile bzw. Kommanditanteile von Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. Investitionsvehikel werden mit ihrem letzten festgestellten und verfügbaren Nettovermögenswert pro Anteil bewertet. Ist dieser Preis nicht repräsentativ für den Marktpreis dieser Vermögensgegenstände, wird der Preis durch den Komplementär auf einer angemessenen und gerechten Basis festgestellt.

(d) Vorbehaltlich der nachstehend festgelegten Bestimmungen werden die Wertpapiere von Immobiliengesellschaften, die weder an einer Wertpapierbörse notiert sind noch an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, auf der Basis des voraussichtlichen Netto-Realisationswertes bewertet (ausschließlich etwaiger gestundeter Steuern), der mit Sorgfalt und nach Treu und Glauben durch den Komplementär unter Verwendung des Wertes der Immobilien, wie vorstehend in Übereinstimmung mit (a) festgestellt und nachstehend beschrieben, geschätzt wird.

(e) Der Wert etwaiger Kassen- oder Bankbestände, Wechsel und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen, vorausbezahlter Aufwendungen, Bardividenden und erklärter oder aufgelaufener Zinsen, wie vorgenannt, die noch nicht vereinnahmt wurden, wird in voller Höhe berücksichtigt, sofern es nicht in einem Fall unwahrscheinlich ist, dass dieser vollständig vereinnahmt oder bezahlt wird, wobei in diesem Fall deren Wert nach der Vornahme eines solchen Abzugs festgestellt wird, der in diesem Fall als geeignet angesehen werden kann, um den wahren Wert abzubilden.

(f) Alle anderen Wertpapiere und andere Vermögensgegenstände, einschließlich schuldrechtlicher Wertpapiere, mit Beschränkungen versehene Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Börsennotierung verfügbar ist, werden auf der Basis der von Händlern übermittelten Notierungen oder durch einen durch den Komplementär genehmigten Preisfestsetzungsdienst bewertet. Soweit diese Preise als nicht repräsentativ für den Marktwert angesehen werden, werden diese Wertpapiere und anderen Vermögensgegenstände mit ihrem Marktwert bewertet, wie er nach Treu und Glauben gemäß den durch den Komplementär eingeführten Verfahren festgestellt wird. Von der Gesellschaft gehaltene Geldmarktinstrumente mit einer verbleibenden Laufzeit von neunzig Tagen oder weniger werden mit der Amortised-Cost-Methode bewertet, die in etwa dem Marktwert entspricht.

(g) Die Bewertung aller anderen Vermögenswerte erfolgt zu ihrem Marktwert, der gemäß den von der Gesellschaft nach Treu und Glauben festgelegten Verfahren ermittelt wird.

12.5 Der Komplementär kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsverfahren zulassen, falls er die Ansicht vertritt, dass diese Bewertung den Marktwert von Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft nach luxemburgischem Recht besser wiedergibt. Diese Verfahren werden in diesem Fall konsequent angewandt. Die Hauptverwaltungsstelle kann sich auf solche von der Gesellschaft zum Zweck der Ermittlung des Nettoinventarwertes angenommenen Änderungen stützen.

12.6 Der Wert aller Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten, der nicht in Euro angegeben ist, wird in diese Währung zu den jeweiligen Wechselkursen umgewandelt, die an dem jeweiligen Bewertungstag gelten. Wenn diese Notierungen nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben oder gemäß den von dem Komplementär eingeführten Verfahren festgestellt.

### 12.7 Allgemeines

(a) Sämtliche Vorschriften und Ermittlungen von Bewertungen werden nach luxemburgischem Recht ausgelegt und erstellt.

(b) Eine nicht in Anspruch genommene Kapitaleinlage ist nicht als Vermögenswert der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts zu erachten.

(c) Die Gesellschaft kann spezielle Rückstellungen für vergangene oder künftige Verbindlichkeiten der Gesellschaft und ihrer Investitionsvehikel bilden, die nicht endgültig, sicher oder wahrscheinlich sind. Die Rückstellungen werden nach den Grundsätzen der Billigkeit und Vorsicht zum Zweck der Nettoinventarwert-Berechnungen berücksichtigt.

(d) Der Nettoinventarwert pro Kommanditanteil kann auf die nächste ganze Zahl auf- oder abgerundet werden.

(e) Der Nettoinventarwert pro Kommanditanteil wird den Kommanditisten in einem angemessenen Zeitraum nach seiner Berechnung mitgeteilt und am Sitz der Gesellschaft sobald wie möglich nach dem letzten Bewertungsdatum bereitgestellt.

(f) Die Gesellschaft stellt sicher, dass angemessene Verfahren gewählt und konsequent angewandt werden, damit eine ordentliche und unabhängige Bewertung der Vermögensgegenstände, insbesondere der von den Investitionsvehikeln gehaltenen Immobilien gemäß den anwendbaren Gesetzen möglich ist.

### **13. Temporäre Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts und der Rücknahme von Kommanditanteilen.**

13.1 Die Gesellschaft darf, wenn sie dies für angemessen hält, unter folgenden Umständen jederzeit die Berechnung des Nettoinventarwerts sowie die Rücknahme von Kommanditanteilen der Anleger aussetzen:

(a) wenn der Verkauf der Vermögenswerte der Gesellschaft infolge von politischen, wirtschaftlichen, militärischen oder geldpolitischen Ereignissen oder infolge von Ereignissen außerhalb der Verantwortlichkeit und Kontrolle der Gesellschaft nicht sinnvoll oder auf normalem Wege durchführbar ist, ohne die Interessen der Kommanditisten ernsthaft zu gefährden;

(b) wenn die Berechnung des Nettoinventarwerts eines oder mehrerer Vermögensgegenstände, die einen bedeutenden Anteil der Vermögenswerte der Gesellschaft ausmachen, ausgesetzt oder eingeschränkt wird und die Gesellschaft in ihrem alleinigen Ermessen bestimmt, dass eine solche Aussetzung im besten Interesse der Kommanditisten ist;

(c) wenn der Verkauf der Vermögenswerte der Gesellschaft oder die Bestimmung des Nettoinventarwerts der Kommanditanteile nach Ansicht der Gesellschaft in der derzeitigen Lage nicht unter vernünftigen Umständen durchführbar ist;

(d) wenn die Aussetzung gesetzlich oder rechtlich erforderlich ist;

(e) nach Veröffentlichung einer Mitteilung zur Einberufung einer Gesellschafterversammlung zur Liquidation der Gesellschaft.

13.2 Eine solche Aussetzung kann von der Gesellschaft auf die Art und Weise bekannt gegeben werden, die in Anbetracht der Personen, die von dieser Aussetzung betroffen sind, angemessen erscheint. Die Gesellschaft setzt alle Kommanditisten der Gesellschaft von dieser Aussetzung in Kenntnis.

### **14. Geschäftsführung und Vergütung des Komplementärs.**

14.1 Zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft ist der Komplementär berechtigt und verpflichtet. Der Komplementär haftet unbeschränkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Der Komplementär wird stets am Kapital der Gesellschaft im Sinne von 6.1 oben beteiligt sein und einen Komplementäranteil halten.

14.2 Als Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (*société à responsabilité limitée*) nach dem Gesetz von 1915 handelt der Komplementär durch seine Geschäftsführer. Der Komplementär und seine Geschäftsführer haben in den Angelegenheiten der Gesellschaft die Sorgfalt eines *bon père de famille* im Sinne der Bestimmungen des luxemburgischen Code Civil in seiner derzeit gültigen Fassung anzuwenden.

14.3 Solange der Komplementär ausschließlich für die Gesellschaft tätig ist, werden ihm sämtliche Ausgaben und Aufwendungen für die Geschäftsführung erstattet, sobald sie entstehen. Personalkosten, die für oder im Zusammenhang mit der Geschäftsführung anfallen, sind nicht Bestandteil der erstattungsfähigen Ausgaben und Aufwendungen.

### **15. Anlageausschuss.**

15.1 Der Komplementär wird auf Ebene der Gesellschaft einen Anlageausschuss errichten, in dem sämtliche Kommanditisten vertreten sind (der Anlageausschuss). Jeder Kommanditist kann ein Mitglied in den Anlageausschuss entsenden und dieses Mitglied zu jedem beliebigen Zeitpunkt und ohne Angabe von Gründen abberufen und durch eine andere Person ersetzen.

15.2 Der Anlageausschuss soll mindestens einmal jährlich zusammentreten. Er wird vom Komplementär, dem externen AIFM oder in deren Auftrag von einem Dritten mit einer Frist von zehn (10) Geschäftstagen einberufen. Er ist vom Komplementär, der Verwaltungsgesellschaft oder in deren Auftrag von einem Dritten unverzüglich einzuberufen, wenn ein Mitglied des Anlageausschusses dies verlangt.

15.3 Im Rahmen seiner Geschäftsführungsbefugnis gemäß Ziffer 14.1 wird der Komplementär die nachfolgenden Entscheidungen nur nach vorheriger Zustimmung des Anlageausschusses treffen oder falls eine der nachfolgenden Entscheidungen durch die Gesellschafterversammlung zu treffen ist, wird die Gesellschafterversammlung die Entscheidung nur nach vorheriger Zustimmung des Anlageausschusses treffen:

(a) Abschluss von Verträgen und Inanspruchnahme von Dienstleistungen mit der PATRIZIA AG oder mit ihr Verbundenen Personen, einschließlich des Anlageberaters, soweit diese Verträge und Leistungen nicht bereits im Emissionsdokument beschrieben oder in Bezug genommen sind;

(b) Entscheidung über die Durchführung von Transaktionen mit denen vom Anlageausschuss identifizierte Interessenkonflikte verbunden sind;

(c) Beschluss der Key Performance-Indikatoren für die Berichterstattung;

(d) Entscheidung über eine Änderung des Gesellschaftsvertrages der Gesellschaft, wobei der Beschluss der Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft bedarf;

(e) Maßnahmen, die vom jeweils aktuellen Businessplan der Gesellschaft abweichen, wobei die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich über die Entscheidung zu unterrichten ist;

(f) Entscheidung über jede teilweise Veräußerung der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile an der erworbenen Immobiliengesellschaft;

(g) Entscheidung über die Änderung der Anlagerichtlinien;

(h) Entscheidung über die Änderung der in der Bestellung der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zuständigkeiten (zu gesetzlich oder regulatorisch erforderlichen Änderungen ist eine Zustimmung des Anlageausschusses nicht erforderlich, es sei denn, diese führen zur Änderung des Gesellschaftsvertrages der Gesellschaft);

(i) Entscheidung über die Beendigung der Beauftragung der Verwaltungsgesellschaft bzw. der Bestellung der bisherigen Verwaltungsgesellschaft bzw. des bisherigen AIFM sowie die Beauftragung einer neuen Verwaltungsgesellschaft bzw. die Bestellung eines neuen AIFM;

(j) Entscheidung über den Wechsel der (AIF-)Verwahrstelle, sofern damit eine Erhöhung der an die (AIF-)Verwahrstelle zu zahlenden Gebühren einhergeht; und

(k) Entscheidung über die Änderung der Haltestruktur für von der Gesellschaft indirekt gehaltene Immobilien, wobei der Anlageausschuss in diesem Fall seine Zustimmung nur unter den im Emissionsdokument näher beschriebenen Umständen verweigern darf.

15.4 Des Weiteren kann der Anlageausschuss insbesondere über die folgenden für die Anleger bedeutsamen Sachverhalte beschließen, wobei die Umsetzung eines solchen Beschlusses der Zustimmung des Komplementärs und der Verwaltungsgesellschaft bedarf und der Beschluss vom Komplementär vorbehaltlich seiner Zustimmung umgesetzt wird:

(a) Beschluss über die Aufnahme oder Rückzahlung von Fremdkapital (mit Ausnahme des Kapitals der Investoren und von Darlehen, die seitens der Gesellschaft an die Immobiliengesellschaft gewährt werden und mit Ausnahme von Kreditaufnahmen die bereits im Business Plan vorgesehen sind) durch die Gesellschaft von einem Dritten;

(b) Beschluss über die Durchführung eines durch den Anlageberater vorgeschlagenen Exits;

(c) Beschluss darüber, die Gesellschaft vorzeitig zu liquidieren;

(d) Beschluss darüber, die Geschäfte unter Ersetzung des Initiators, des Anlageberaters, der Verwaltungsgesellschaft sowie den mit diesen Gesellschaften Verbundenen Personen fortzuführen, wobei dieser Beschluss weder einer Zustimmung des Komplementärs noch des AIFM bedarf;

(e) Beschluss über eine Verlängerung des Exit-Zeitfensters aus wichtigem Grund über den Ablauf des zehnten Jahres der Investitionsphase hinaus (jedoch kann das Exit-Zeitfenster nur zweimal um jeweils bis zu zwei Jahre verlängert werden);

(f) Beschluss über die Möglichkeit der zusätzlichen Kapitalaufbringung von Investoren.

15.5 Die Zustimmung des Anlageausschusses ist auch zur Veräußerung oder zum Erwerb von direkt oder indirekt gehaltenen Immobilien oder anderen Vermögensgegenständen und Entscheidungen über eine Erhöhung der Handelsaktivitäten einzuholen; dies gilt auch sofern und soweit die Gesellschaft die vorgenannten Dienstleistungen an die Verwaltungsgesellschaft oder einen Dritten ausgelagert hat. Der Komplementär wird vertraglich sicherstellen, dass die Verwaltungsgesellschaft oder der jeweilige Dritte nur tätig werden darf, wenn ihm die entspr. Zustimmung des Anlageausschusses vorher schriftlich mitgeteilt worden ist. Die Verwaltungsgesellschaft hat im Rahmen ihrer Bestellung bzw. Beauftragung und den anwendbaren AIFM-Umsetzungsvorschriften immer das Letztentscheidungsrecht bezüglich der kollektiven Vermögensverwaltung, soweit die Portfolioverwaltung und das Risikomanagement der Gesellschaft betroffen ist.

15.6 Im Emissionsdokument können durch den Komplementär weitere Aufgaben und Befugnisse des Anlageausschusses festgelegt werden.

15.7 Jedes Mitglied des Anlageausschusses hat ein Stimmrecht im Anlageausschuss. Es hat dabei für jeweils volle 100.000 EUR, die der entsprechende Kommanditist als Eingesetztes Investment geleistet hat, eine Stimme. Eingesetztes Investment bezeichnet dabei den Gesamtbetrag des Investments des einzelnen Kommanditisten abzüglich des anteiligen Betrags einer Ankaufgebühr, so wie näher im Emissionsdokument ausgeführt. Die Entscheidungen nach vorstehenden Ziffern 15.3 (a) bis 15.3(d), 15.3(j) sowie sonstige im Emissionsdokument vorgesehene Entscheidungen des Anlageausschusses erfordern einen mit der Mehrheit von mindestens der Hälfte der abgegebenen Stimmen der Mitglieder des Anlageausschusses gefassten Beschluss. Die Entscheidungen nach vorstehenden Ziffern 15.3(e), 15.3(g) bis 15.3(i), 15.3(k), 15.4(a), 15.4(b), 15.4(e) sowie 15.5 erfordern einen mit der Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der den Mitgliedern des Anlageausschusses insgesamt zustehenden Stimmen gefassten Beschluss. Die Entscheidungen nach vorstehenden Ziffern 15.3(f), 15.4(c), 15.4(d) und 15.4(f) erfordern eine Zustimmung aller Mitglieder des Anlageausschusses.

## **16. Vertretungsmacht.**

16.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch Unterschrift des Komplementärs als deren gesetzlichen Vertreter verpflichtet.

16.2 Die Gesellschaft wird ferner gegenüber Dritten durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift von hierzu ordnungsgemäß vom Komplementär bevollmächtigten Personen verpflichtet.

## **17. Gesellschafterversammlung.**

17.1 Gesellschafterversammlungen können durch den Komplementär oder auf Verlangen eines Kommanditisten einberufen werden. Der Komplementär hat die Gesellschafterversammlung in den im Gesellschaftsvertrag bestimmten Fällen sowie dann einzuberufen, wenn das Interesse der Gesellschaft dies erfordert.

17.2 Die Einberufung erfolgt schriftlich (Übermittlung per Fax oder E-Mail genügt) unter Angabe von Tag, Zeit, Ort, Tagesordnung und unter Hinzufügung von für die Erörterungen und gegebenenfalls Beschlussfassung erforderlichen Unterlagen mit einer Frist von mindestens 14 Kalendertagen; in dringenden Fällen kann diese Frist auf bis zu drei Kalendertage verkürzt werden.

17.3 Die Gesellschafterversammlung findet am Sitz der Gesellschaft statt. Sie kann an einem anderen Ort stattfinden, wenn sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind oder sich mit dem abweichenden Versammlungsort einverstanden erklären. Die Versammlung kann auch in Form einer Video- oder Telefonkonferenz abgehalten werden oder es können einzelne Gesellschafter per Video oder Telefon zugeschaltet werden, sofern sichergestellt ist, dass sich alle Gesellschafter entsprechend hören bzw. sehen und hören können.

17.4 Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Komplementär, der hierzu einen seiner Geschäftsführer ermächtigt.

## **18. Gesellschafterbeschlüsse.**

18.1 Gesellschafterbeschlüsse werden in der Gesellschafterversammlung gefasst. Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind. Ist dies nicht der Fall, muss durch eingeschriebenen Brief an jeden Gesellschafter mit einer Frist von mindestens 14 Kalendertagen, in dringenden Fällen mit einer angemessenen kürzeren Frist, eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung einberufen werden. Diese ist ohne Rücksicht auf das vertretene Kommanditkapital beschlussfähig, wenn hierauf in der wiederholten Einberufung hingewiesen wird. Der Komplementär muss immer anwesend oder vertreten sein.

18.2 Gesellschafterbeschlüsse können auch außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst werden. Dabei kann die Teilnahme an der Beschlussfassung schriftlich (Übermittlung per Fax oder E-Mail genügt) erfolgen. Die Gesellschafter müssen nach Übermittlung der für die Beschlussfassung erforderlichen Unterlagen mindestens 14 Kalendertage Zeit haben, um an der Beschlussfassung teilzunehmen; in dringenden Fällen kann diese Frist auf bis zu sieben Kalendertage verkürzt werden. Sofern sich nach Ablauf der in vorstehendem Satz 3 dieses Artikels 18.2 genannten Frist nicht Gesellschafter mit mindestens 75 % der ausgegebenen Kommanditanteile an der Beschlussfassung beteiligt haben, ist der Gesellschafterbeschluss als nicht gefasst anzusehen. In einem solchen Fall sind die Gesellschafter jeweils schriftlich aufzufordern (Übermittlung per Fax oder E-Mail genügt), spätestens innerhalb einer Nachfrist von 14 Kalendertagen ab Übermittlung der Aufforderung in der dort niedergelegten Weise erneut abzustimmen; vorstehender Artikel 18.1 Satz 4 gilt insoweit entsprechend.

18.3 Jeder Kommanditeil sowie der Komplementäranteil gewähren eine Stimme. Das Stimmrecht eines jeden Kommanditisten kann für alle vom ihm gehaltenen Kommanditanteile nur einheitlich ausgeübt werden. Jeder Gesellschafter kann sich bei der Stimmabgabe durch einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter vertreten lassen (Übermittlung per Fax oder E-Mail genügt; die Übermittlung hat an den Komplementär oder an sämtliche Mitgesellschafter zu erfolgen).

18.4 Gesellschafterbeschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, soweit zwingende gesetzliche Regelungen oder dieser Gesellschaftsvertrag nicht eine andere Mehrheit vorschreiben. Die nachfolgend aufgeführten Beschlussgegenstände bedürfen

(a) einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen:

(i) Bestellung des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft;

(ii) Feststellung des Jahresabschlusses sowie die Entlastung des Komplementärs und seiner Geschäftsführer;

(b) einer Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen:

Verlängerung der Dauer der Gesellschaft nach Maßgabe von Artikel 5 oben;

(c) einer Mehrheit von mehr als 75% der abgegebenen Stimmen

(i) Übertragung der Komplementäranteile sowie die Ersetzung des Komplementärs und diesbezüglich notwendig werdende Änderungen des Gesellschaftsvertrages;

(ii) Veränderung dieses Gesellschaftsvertrages;

(iii) Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.

18.5 Über die Gesellschafterbeschlüsse ist eine Niederschrift anzufertigen, die von dem Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung bzw., falls die Beschlussfassung außerhalb der Gesellschafterversammlung erfolgt ist, dem Komplementär zu unterzeichnen und allen Gesellschaftern in einfacher Abschrift zu übersenden ist. Die Niederschrift hat

mindestens den Zeitpunkt, den Ort, die anwesenden und vertretenen Gesellschafter, etwaige Verzichte auf die Einhaltung von Form- und Fristvorschriften und alle Beschlüsse einschließlich der jeweiligen Abstimmungsergebnisse und die Art und Weise der Beschlussfassung zu enthalten.

18.6 Gesellschafterbeschlüsse können nur innerhalb eines Monats -beginnend mit Zugang der Niederschrift - durch Einleitung eines Schiedsverfahrens nach Maßgabe von Artikel 33 angefochten werden. Nach Ablauf der Frist gilt ein etwaiger Mangel als geheilt.

### **19. Bestellung eines AIFM.**

19.1 Die Gesellschaft gilt als AIF im Sinne des Gesetzes von 2013. Der Komplementär wird, sofern und soweit erforderlich, einen Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFM) bestellen.

19.2 Dabei kann es sich um die Gesellschaft, vertreten durch den Komplementär (intern-verwalteter AIF), oder aber um eine externe dritte Gesellschaft handeln (externer AIFM).

19.3 Die Wahl des AIFM steht unter dem Vorbehalt der Zustimmung der CSSF sowie des Anlageausschusses, sofern bestellt.

### **20. Depotbank/Verwahrstelle.**

20.1 Die Gesellschaft wird ein gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 für die Ausübung der Depotbank bzw. Verwahrstellenfunktion zugelassenes Kreditinstitut bzw. jedwedes sonstiges nach den Vorschriften des luxemburgischen Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner derzeit gültigen Fassung (das Gesetz von 1993) zugelassenes Unternehmen als Depotbank bestellen (die Depotbank).

20.2 Die Depotbank hat im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 zu gewährleisten, dass die Vermögenswerte der Gesellschaft für Rechnung der Gesellschaft verwahrt werden bzw. überwacht wird, dass die Vermögenswerte der Gesellschaft ordnungsgemäß im Eigentum der Gesellschaft stehen bzw. dies werden.

20.3 Im Falle der Kündigung des Depotbankvertrags, durch die Depotbank oder die Gesellschaft, bleibt die Depotbank mindestens zwei Monate nach erfolgter Kündigung aber in jedem Falle solange und soweit aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis eine neue Depotbank als Nachfolger bestellt wurde. Solange und soweit die Depotbank nicht ersetzt wurde, wird die Depotbank alle Maßnahmen ergreifen, um die Interessen der Kommanditisten der Gesellschaft sicherzustellen.

### **21. Geschäftsjahr, Jahresabschluss.**

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

21.2 Der Jahresabschluss (Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie Anhang) nebst Lagebericht (soweit gesetzlich erforderlich) ist gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 von dem Komplementär innerhalb der gesetzlichen Fristen, spätestens jedoch bis zum Ablauf des dritten Monats nach Ende des betreffenden Geschäftsjahres aufzustellen und dem Wirtschaftsprüfer zur Prüfung vorzulegen.

21.3 Die Gesellschafter beschließen mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen über die Feststellung des Jahresabschlusses sowie die Entlastung des Komplementärs und seiner Geschäftsführer.

### **22. Ausschüttungen.**

22.1 Die Gewinne der Gesellschaft werden den Kommanditisten im Verhältnis ihrer Kapitaleinlagen zugerechnet. Der Komplementär erhält keinen Anteil am Gewinn.

22.2 Mit Ablauf jedes Geschäftsjahres entscheidet die Gesellschaft per Gesellschafterbeschluss der Kommanditisten über die Verwendung des verbleibenden Jahresnettogewinns aus den Anlagen. Es wird nur eine Barausschüttung ausgeschüttet, d. h. Sachausschüttungen sind unzulässig. Dividendenausschüttungen können teilweise aus dem Kapital erfolgen, sofern sich das Nettovermögen der Gesellschaft insgesamt nach der Ausschüttung auf mehr als 1.250.000,- EUR beläuft. Der Komplementär erhält keine Ausschüttung; er erhält eine Vergütung nach Maßgabe von Abschnitt 14.

22.3 Die Gesellschaft kann die Zahlung von Zwischendividenden in der gesetzlich vorgeschriebenen Form und unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen beschließen.

22.4 Statt der Gesellschafterversammlung eine Dividendenzahlung vorzuschlagen oder Zwischendividenden zu zahlen, kann die Gesellschaft beschließen, anstelle einer Ausschüttung Kommanditanteile oder Kommanditanteilsbruchteile zurückzunehmen.

22.5 Zahlungen erfolgen in EUR.

**23. Wirtschaftsprüfer.** Die Gesellschaft wird einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) entsprechend den Anforderungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 bestellen.

### **24. Auflösung eines Gesellschafters.**

24.1 Wird ein Kommanditist aufgelöst oder geschäftsunfähig, so scheidet er aus der Gesellschaft aus. Die Gesellschaft wird von den verbleibenden Gesellschaftern fortgesetzt; den verbleibenden Kommanditisten wächst der Kommanditanteil des ausgeschiedenen Kommanditisten im Verhältnis ihrer Kommanditanteile zueinander an. Dem Rechtsnachfolger des aufgelösten Kommanditisten steht eine Abfindung gegenüber der Gesellschaft zu.

24.2 Wird der Komplementär aufgelöst, ist unverzüglich eine Gesellschafterversammlung einzuberufen, die über die Aufnahme eines neuen Komplementärs entscheidet. Der Beschluss der Gesellschafterversammlung bedarf zu seiner Wirksamkeit sofern ein AIFM bestellt und hierfür zuständig ist, der Zustimmung des AIFM. Der Austausch des Komplementärs erfolgt durch Änderung dieses Gesellschaftsvertrags im Wege eines Beschlusses der Gesellschafter.

### **25. Ausschluss aus der Gesellschaft.**

25.1 Ein Gesellschafter kann aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ein wichtiger Grund liegt insbesondere dann vor, wenn

(a) über das Vermögen des betroffenen Gesellschafters das Insolvenzverfahren eröffnet, die Eröffnung des Insolvenzverfahrens mangels hinreichender Masse abgelehnt wird oder der Gesellschafter die Richtigkeit seines Vermögensverzeichnisses an Eides Statt versichert hat;

(b) eine rechtskräftige behördliche oder gerichtliche Anordnung, ein vergleichbarer Beschluss oder eine sonstige vergleichbare Entscheidung vorliegt, wonach der Gesellschafter aufgelöst, abgewickelt oder sein Geschäftsbetrieb eingestellt werden soll;

(c) die Kommanditanteile von einem Gläubiger des Gesellschafters gepfändet oder auf sonstige Weise in diesen vollstreckt wird und die Vollstreckungsmaßnahme nicht binnen drei Monaten, spätestens bis zur Verwertung, aufgehoben wird;

(d) in der Sphäre des Gesellschafters ein Umstand eintritt - insbesondere infolge grob fahrlässigen oder vorsätzlichen Verhaltens, etwa durch grobe Verletzungen der Pflichten aus oder im Zusammenhang mit diesem Gesellschaftsvertrag durch den Gesellschafter oder einem anderen zwischen allen Gesellschaftern geschlossenen Vertrag - der die Fortsetzung des Gesellschaftsverhältnisses mit ihm unzumutbar macht.

25.2 Über den Ausschluss entscheidet der Komplementär. Der Beschluss des Komplementärs bedarf zu seiner Wirksamkeit und, sofern ein AIFM bestellt und hierfür zuständig ist, der Zustimmung des AIFM, sofern dieser ein externer AIFM ist. Der Ausschluss erfolgt durch Änderung dieses Gesellschaftsvertrags im Wege eines Beschlusses der Gesellschafter wobei dem auszuschließenden Gesellschafter kein Stimmrecht zusteht.

25.3 Die Ausschließung wird mit Zugang des Gesellschafterbeschlusses an den betroffenen Gesellschafter wirksam. Die Gesellschaft wird unter den verbleibenden Gesellschaftern fortgesetzt. Das Stimmrecht und die sonstigen Verwaltungsrechte des auszuschließenden Gesellschafters ruhen ab dem Wirksamwerden der Ausschließungsentscheidung des Komplementärs.

25.4 Der betroffene Gesellschafter erhält eine Abfindung gemäß Artikel 26.

25.5 Scheidet ein Kommanditist aufgrund eines Ausschlusses aus der Gesellschaft aus, so wächst der Kommanditanteil des ausgeschiedenen Kommanditisten den verbleibenden Kommanditisten, mit Ausnahme des Initiators, im Verhältnis ihrer Kommanditanteile zueinander an. Scheidet der Komplementär aus der Gesellschaft aus, so gilt Artikel 24.2 entsprechend; die Gesellschafter können den Ausschluss des bisherigen Komplementärs nur gleichzeitig mit der Aufnahme eines neuen Komplementärs beschließen.

### **26. Ausscheiden und Abfindung.**

26.1 Für den Fall des Ausscheidens des Gesellschafters berechnet sich die Abfindung auf der Basis der durch den Gesellschafter zum Zeitpunkt des Ausscheidens gehaltenen Kommanditanteile. Maßgeblich ist der Nettoinventarwert pro Kommanditanteil.

26.2 Die Abfindung ist grundsätzlich erst nach der Auflösung und Liquidation der Gesellschaft zur Zahlung fällig; der Abfindungsanspruch ist nicht verzinslich. Sollte der Nettoinventarwert zum Zeitpunkt der Auflösung und Liquidation der Gesellschaft geringer sein als der Nettoinventarwert zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens des Ausschlusses, soll der Betrag der tatsächlich zu zahlenden Abfindung in dem Verhältnis reduziert werden, in dem der Nettoinventarwert zum Zeitpunkt der Auflösung und Liquidation der Gesellschaft hinter dem Nettoinventarwert zum Zeitpunkt des Ausschlusses zurückbleibt.

### **27. Auflösung und Liquidation.**

27.1 Die Gesellschaft wird aufgelöst und liquidiert, wenn dies die Gesellschafter mit der gemäß 18.4(c) anwendbaren Mehrheit beschließen.

27.2 Im Falle einer Auflösung besteht die Gesellschaft nach ihrer Auflösung im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 für Zwecke der Liquidation weiter fort. Die Geschäfte der Gesellschaft werden dann durch einen oder mehrere Liquidatoren geführt, die durch Gesellschafterbeschluss bestellt werden. Der Beschluss zur Auswahl des oder der Liquidatoren steht unter dem Vorbehalt der Zustimmung der CSSF.

27.3 Die Entscheidung, die Gesellschaft aufzulösen, wird entsprechend der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 veröffentlicht, mindestens aber im Mémorial.

27.4 Im Falle der Zwangsliquidation der Gesellschaft gelten ausschließlich die Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

27.5 Vermögensgegenstände, die anlässlich der Umsetzung der Liquidation nicht an den jeweiligen Begünstigten ausgekehrt werden können, werden bei der Caisse de Consignation hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.



**28. Kosten und Gebühren.** Die Kosten der Gründung und die Kosten und Gebühren, die anlässlich der Durchführung dieses Gesellschaftsvertrags entstehen bzw. zu zahlen sind, trägt die Gesellschaft, so wie näher im Emissionsdokument der Gesellschaft ausgeführt.

**29. Potenzielle Berufshaftungsrisiken.** Ist für die Gesellschaft ein externer AIFM bestellt, so hat der externe AIFM dafür Sorge zu tragen, dass dieser, um die potenziellen Berufshaftungsrisiken, die sich aus seiner Geschäftstätigkeit ergeben können abzudecken, die Maßnahmen im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2013 ergreift.

**30. Emissionsdokument.** Im Falle eines Konfliktes zwischen Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages und des Emissionsdokumentes der Gesellschaft, gehen die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages vor. Sofern und soweit Bestimmungen des Emissionsdokumentes solche des Gesellschaftsvertrages weiter konkretisieren, liegt kein Konflikt im Sinne des vorstehenden Satzes vor.

### **31. Schriftform, Ausfüllungsbedürftige Lücke.**

31.1 Alle Änderungen dieses Gesellschaftsvertrages, soweit diese nicht nach den Bestimmungen des jeweils geltenden Gesellschaftsvertrags herbeigeführt werden, werden kraft der durch das Gesetz vorgeschriebenen Form vorgenommen.

31.2 Sollten einzelne Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages ganz oder teilweise unwirksam oder undurchführbar sein oder werden oder sollte sich in diesem Gesellschaftsvertrag eine Lücke befinden, so wird die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt. Anstelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung oder zur Ausfüllung der Lücke soll eine angemessene Regelung treten, die, soweit rechtlich möglich, dem am nächsten kommt, was die Gesellschafter gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck dieses Gesellschaftsvertrags gewollt haben würden, wenn sie diesen Punkt bedacht hätten. Dies gilt auch, wenn die Unwirksamkeit oder Undurchführbarkeit einer Bestimmung auf einen in dem Gesellschaftsvertrag vorgeschriebenen Maß der Leistung oder Zeit (Frist oder Termin) beruht. Es soll dann das dem Gewollten möglichst nahe kommende rechtlich zulässige Maß der Leistung oder Zeit (Frist oder Termin) als vereinbart gelten.

### **32. Sprache und geltendes Recht.**

32.1 Dieser Gesellschaftsvertrag wird in deutscher Sprache geschlossen.

32.2 Auf diesen Gesellschaftsvertrag und seine Auslegung findet das Recht des Großherzogtums Luxemburg Anwendung.

### **33. Schiedsklausel - Schiedsgerichtsort.**

33.1 Alle Streitigkeiten, die sich im Zusammenhang mit diesem Gesellschaftsvertrag oder über seine Gültigkeit ergeben, werden nach der Schiedsgerichtsordnung der Deutschen Institution für Schiedsgerichtsbarkeit e.V. (DIS) unter Ausschluss des ordentlichen Rechtsweges endgültig entschieden.

33.2 Schiedsgerichtsort ist München.

### *Zeichnung und Einzahlung der Anteile*

Die Erschienenen haben die Anteile wie folgt gezeichnet:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., wie vorgenannt . . . . .	1 Kommanditanteil
SENECA Verwaltung Germany S.à r.l., wie vorgenannt . . . . .	1 Komplementäranteil

All diese Anteile wurden vollständig mit einer Geldeinlage von den Erschienenen bezahlt, so dass die Summe von Kapital (2,- EUR), welche von den Erschienen bezahlt wurde von nun an der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Der Beweis hierfür wurde dem unterzeichneten Notar erbracht.

### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

### *Schätzung der Gründungskosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Gebühren, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde getragen werden, werden auf ungefähr zweitausenddreihundertfünfzig Euro (2.350,- EUR) geschätzt.

### *Ausserordentliche Gesellschafterversammlung*

Sodann haben die erschienenen Parteien, die das gesamte Kapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden. Nachdem die Gültigkeit der Zusammensetzung nachgeprüft wurde, hat die Gesellschafterversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

(a) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Deloitte Audit“, mit Sitz in L-2220 Luxemburg, 560, rue de Neudorf, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 67895, wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit ernannt.

(b) Die Adresse des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft befindet sich in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Nachdem das Dokument den erschienenen Parteien, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, haben die erschienenen Parteien die vorliegende Urkunde zusammen mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Signé: A. BOLCH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2013. LAC/2013/54855. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176216/663.

(130214187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

**Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.182.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of December.

Before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 110.293,

here represented by Mr Michael Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg,  
by virtue of a proxy under private seal, given on 11 December 2013; and

2. Reech Luxembourg GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 149.972,

here represented by Mr Michael Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg,  
by virtue of a proxy under private seal, given on 11 December 2013.

Said proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., a société à responsabilité limitée, organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 110.182, incorporated pursuant to a notarial deed, dated 4 August 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 19 December 2005, number 1415 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed, dated 28 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 May 2011, number 1128.

The appearing parties representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

1. To dissolve the Company and to put the Company into liquidation;
2. To appoint a liquidator (the "Liquidator") for purposes of the liquidation of the Company;
3. To determine the powers and the remuneration of the Liquidator;
4. To carry on, upon proposal of the Liquidator, the activity of the Company under a special limited partnership (société en commandite spéciale);
5. To acknowledge and approve the proposal by the Liquidator to allocate the interests in the special limited partnership to the current shareholders of the Company;
6. To close the liquidation of the Company (following the closing of the liquidation of the Company, the Company is referred to as the "SLP");
7. To grant discharge to the sole manager of the Company and to the Liquidator for the execution of their mandate and duties;
8. To designate the place where the books and corporate documents of the Company shall be kept during a period of five (5) years;

9. To name the SLP as follows: “Nelson Luxembourg Properties Development SLP”;

10. To designate Nelson Luxembourg Investments S.à r.l. as limited partner (associé commanditaire) of the SLP and Reech Luxembourg GP S.à r.l. as general partner (associé commandité) and manager of the SLP;

11. To replace the articles of association of the Company by a special limited partnership agreement (the “LPA”) and to state the terms of the LPA;

12. To confirm the address of the registered office of the SLP;

13. Miscellaneous.

The appearing parties requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution:*

The shareholders of the Company resolve to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

*Second resolution:*

The shareholders of the Company resolve to appoint Reech Luxembourg GP S.à r.l., aforementioned, as liquidator (the “Liquidator”) for purposes of the liquidation of the Company.

*Third resolution:*

The shareholders of the Company resolve to confer to the Liquidator the broadest powers as provided for by articles 144 et seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”).

The shareholders of the Company resolve to empower the Liquidator to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without further authorizations of the shareholders of the Company.

The shareholders of the Company resolve that the Company shall be bound by the sole signature of the Liquidator.

The shareholders of the Company further resolve that the Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such powers as it determines and for the period as it sees fit.

Moreover, and in accordance with article 148ter of the Law, the Liquidator may propose to allocate the interests in the special limited partnership to the current shareholders of the Company, without having to repay the debts of the Company or consign the sums necessary to such repayment beforehand.

The shareholders of the Company resolve that the Liquidator shall receive a compensation for the accomplishment of its duties, as may be determined by the parties by separate agreement.

Thereupon the Liquidator accepted the mandate and acknowledged the management accounts of the Company as at 13 December 2013 prepared by the sole manager of the Company.

*Fourth resolution:*

Upon proposal of the Liquidator made at the meeting, the shareholders of the Company unanimously resolve to carry on the activity of the Company under the form a special limited partnership (société en commandite spéciale), which shall take over the entirety of the Company’s assets and liabilities, in accordance with article 148ter of the Law.

*Fifth resolution:*

Thereupon, the Liquidator proposes to allocate the interests in the special limited partnership to the current shareholders of the Company as follows, without having to repay the debts of the Company or consign the sums necessary to such repayment beforehand:

1. Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., aforementioned, shall receive limited partnership interests representing forty-five thousand nine hundred fifty Swiss Francs (CHF 45,950.-); and

2. Reech Luxembourg GP S.à r.l., aforementioned, shall receive unlimited partnership interests representing fifty Swiss Francs (CHF 50.-).

The shareholders of the Company unanimously resolve to accept such allocation.

*Sixth resolution:*

As a consequence of the foregoing resolution, the shareholders of the Company acknowledge that the liquidation of the Company is finished and resolve to close the liquidation of the Company, without any requirement for a liquidation audit.

Following the closing of the liquidation of the Company, the Company shall be referred to as the “SLP” and the shareholders of the Company shall be referred to as the “Partners”.

*Seventh resolution:*

The Partners resolve to grant discharge to the sole manager of the Company and to the Liquidator for the execution of their respective mandates and duties.

*Eighth resolution:*

The Partners resolve that the books and the corporate documents of the Company shall be kept at the address of the registered office of the SLP during a period of five (5) years as from the date of the present deed.

*Ninth resolution:*

The Partners resolve to name the SLP as follows: “Nelson Luxembourg Properties Development SLP”.

*Tenth resolution:*

The Partners resolve to designate Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., aforementioned, as limited partner (associé commanditaire) of the SLP (the “Limited Partner”) and Reech Luxembourg GP S.à r.l., aforementioned, as general partner (associé commandité) of the SLP (the “General Partner”).

*Eleventh resolution:*

The Partners resolve to replace the articles of association of the Company by a special limited partnership agreement, which shall read as follows:

**“ Section 1. Name, Corporate Seat, Business Year.**

1.1 There exists a special limited partnership (société en commandite spéciale) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “SLP”). The corporate name of the SLP is

„Nelson Luxembourg Properties Development SLP”.

1.2 The registered office of the SLP is located in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

1.3 The General Partner shall be authorised to move the registered office within the municipality of Luxembourg as well as to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg.

1.4 The business year of the SLP shall be the calendar year.

**Section 2. Purpose of the SLP.** The purpose of the SLP is the acquisition, the sale, the renting out, the management and the development in any form whatsoever of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as any commercial, financial, movable property or real estate operations, which are directly or indirectly related to the foregoing.

**Section 3. General Partner, limited partner(s).**

3.1 General Partner

Reech Luxembourg GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 149.972, shall be the general partner (associé commandité) of the SLP (the “General Partner”).

3.2 Limited partner(s)

3.2.1 Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 110.293, shall be the limited partner (associé commanditaire) of the SLP (the “Limited Partner”).

3.2.2 Additional limited partners may be admitted at the discretion of the General Partner.

**Section 4. Partners’ Register.**

4.1 The SLP shall maintain a register (the “Partners’ Register”), containing a complete and true copy of the special limited partnership agreement in an up-to-date version, and setting forth the full name, the profession and the address (including telephone and fax number as well as e-mail address) of its partners, and in case of a legal person, the corporate name, the legal form, the address of the registered office and the registration number, as the case may be, as well as the capital participation (as defined in Section 5.1) of each partner.

4.2 The Partners’ Register shall be administered by the General Partner and no person other than the General Partner (or a person authorised by the General Partner to do so) shall be entitled to make or amend entries into the Partners’ Register. The partners shall notify the General Partner of any changes in their person affecting the composition of the partners and their respective capital participation as reflected in the Partners’ Register.

4.3 In the internal relationship between the SLP and its partners, only such persons shall be deemed to be partners and entitled to exercise their rights in their respective capacity that are registered in the Partners’ Register.

4.4 Each partner is entitled to inspect, upon reasonable advance notice, the Partners’ Register with respect to itself (but not with respect to the other Partners) and to require copies of those sections of the Partners’ Register which are relevant for it (but not of any sections that contains information about the other partners).

**Section 5. Funding, Liability.**

5.1 Capital participations, partnership interests

5.1.1 The capital participation of the limited partners in the SLP, which is indicated in the respective limited partner's account as set out in Section 6, shall be represented by limited partnership interests.

5.1.2 The capital participation of the General Partner in the SLP, which is indicated in the General Partner's account as set out in Section 6, shall be represented by unlimited partnership interests.

5.1.3 As of the date hereof, the limited partnership interests and the unlimited partnership interests represent the aggregate amount of forty-six thousand Swiss Francs (CHF 46,000.-).

#### 5.2 Limited Liability

5.2.1 Limited partners shall be liable up to the amount of their respective capital participation to the SLP.

5.2.2 The General Partner shall be jointly and severally liable to the creditors of the SLP for all obligations of the SLP, which cannot be satisfied out of the SLP's assets.

#### 5.3 No further Payments

Unless otherwise expressly provided for in this agreement, the partners are not obliged to make any payments or contributions in excess of their respective capital participation or any funding obligation assumed hereunder.

**Section 6. Partners' Accounts.** The SLP shall maintain for each partner a separate partner's account reflecting contributions to and distributions from the SLP as well as any entitlement to the assets of the SLP.

#### **Section 7. Management of the SLP.**

7.1 The management (gérance) of the SLP is vested in the General Partner, who may delegate, all or part of such management to one or several managers (gérants).

7.2 The General Partner and the managers, if any, shall manage the SLP on the basis of the provisions of this Agreement and otherwise in the best interest of the SLP. Any liability of the managers, if any, vis-à-vis the SLP or its partners shall be limited to wilful misconduct or gross negligence.

#### **Section 8. Representation of the SLP.**

8.1 The General Partner and the managers, if any, shall each individually represent the SLP vis-à-vis third parties.

8.2 The limited partners shall be excluded from the representation of the SLP.

#### **Section 9. Partners' Resolutions, Partners' Meetings.**

9.1 Once a year, the partners shall meet or pass a written resolution (in each case, in Luxembourg) having on its agenda the approval of the balance sheet, of the profit and loss accounts and of the report of the general partner, the decision on the allocation of the results and the discharge to be granted to the General Partner.

9.2 Collective decisions are taken in general meetings or by way of written vote. The meeting shall be convened by the General Partner pursuant to a written notice setting forth the agenda sent by registered mail or otherwise, out of Luxembourg to all limited partners at least fifteen (15) days prior to the meeting. Nevertheless, a meeting not convened in accordance with the procedure set out above is valid if all the partners are represented. Resolutions shall be approved by unanimous consent of the limited partners and by the General Partner.

#### **Section 10. Term, Termination and Dissolution of the SLP.**

10.1 The SLP is established for an unlimited term.

10.2 The SLP shall be dissolved only by (i) a resolution of the partners (passed by simple majority of the votes based on the capital participation of the partners), and (ii) the consent of the General Partner.

10.3 Should the SLP be dissolved, the General Partner shall act as liquidator.

10.4 Following the dissolution of the SLP, the assets of the SLP shall be liquidated.

#### **Section 11. Language, Interpretation and Definitions, Exhibits.**

11.1 The binding language of this agreement shall be English. The binding language of this agreement shall be French if the English expression used herein is translated by a French expression in brackets. In this event the English expression shall be for convenience only.

11.2 Unless the context or the expressed provision of agreement otherwise require, headings and subheadings of the sections and/or provisions contained herein are for convenience and reference purposes only and shall not have any effect on the meaning or construction of any of the provisions hereof.

#### **Section 12. Final Provisions.**

12.1 This limited partnership agreement is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

12.2 This limited partnership agreement may be amended by means of a private instrument or by a special notarial deed in accordance with article 4 of the law dated 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended."

#### *Twelfth resolution:*

The Partners resolve to confirm the address of the registered office of the SLP located at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

### Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

WHEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary this deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treize décembre.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

#### ONT COMPARU:

1. Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.293,

ici représentée par Monsieur Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 11 décembre 2013, et

2. Reech Luxembourg GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.972,

ici représentée par Monsieur Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 11 décembre 2013.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes sont tous les associés de Nelson Luxembourg Properties Development S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.182, constituée suivant acte notarié, en date du 4 août 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 19 décembre 2007, numéro 1415 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière suivant acte notarié, en date du 28 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 26 mai 2011, numéro 1128.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont requis le notaire soussigné d'acter l'ordre du jour de l'assemblée comme suit:

#### Ordre du jour:

1. Décision de dissoudre la Société et de mettre en liquidation la Société;
2. Désigner un liquidateur (le «Liquidateur») afin de liquider la Société;
3. Déterminer les pouvoirs et les émoluments du Liquidateur;
4. Décision de continuer les activités de la Société sous la forme d'une société en commandite spéciale, sur proposition du Liquidateur;
5. Prise en compte et approbation de la proposition du Liquidateur de répartir les parts d'intérêts de la société en commandite spéciale aux associés actuels de la Société;
6. Clôture la liquidation de la Société (suite à la clôture de la liquidation de la Société, la Société sera désignée comme «SLP»);
7. Octroyer décharge au gérant unique de la Société et au Liquidateur pour l'exécution de leurs mandat et fonctions;
8. Déterminer l'endroit où les livres et documents de la Société seront conservés pour une période de cinq (5) années;
9. Dénommer la SLP comme suit «Nelson Luxembourg Properties Development SLP»;
10. Désigner Nelson Luxembourg Investments S.à r.l. comme associé commanditaire de la SLP et Reech Luxembourg GP S.à r.l. comme associé commandité et gérant de la SLP;
11. Remplacer les statuts de la Société par un contrat de société en commandite spéciale (le «LPA») et fixer les dispositions du LPA;
12. Confirmer l'adresse du siège social de la SLP;
13. Divers.

Les parties comparantes ont requis au notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Les associés de la Société décident de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

*Deuxième résolution:*

Les associés de la Société décident de désigner Reech Luxembourg GP S.à r.l., susmentionnée, en tant que liquidateur (le «Liquidateur») aux fins de la liquidation de la Société.

*Troisième résolution:*

Les associés de la Société décident de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Les associés de la Société décident d'autoriser le Liquidateur à accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans autorisations supplémentaires des associés de la Société.

Les associés de la Société décident que la Société sera liée par la seule signature du Liquidateur.

Les associés de la Société décident par ailleurs que le Liquidateur pourra déléguer, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, à un ou plusieurs mandataires certains pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

En outre, et conformément à l'article 148ter de la Loi, le Liquidateur pourra proposer de répartir les parts d'intérêts dans la société en commandite spéciale entre les associés actuels de la Société sans devoir préalablement rembourser les dettes de la Société ou consigner les sommes nécessaires à ce remboursement.

Les associés de la Société décident que le Liquidateur recevra pour l'accomplissement de ses fonctions une indemnité déterminée par les parties dans un contrat distinct.

Sur ce, le Liquidateur a accepté le mandat et pris connaissance des états financiers de la Société au 13 décembre 2013 préparés par le gérant unique de la Société.

*Quatrième résolution:*

Sur proposition faite par le Liquidateur lors de l'assemblée, les associés de la Société décident à l'unanimité de continuer l'activité de la Société sous forme de société en commandite spéciale, laquelle reprendra l'ensemble des éléments d'actif et de passif de la Société, conformément à l'article 148ter de la Loi.

*Cinquième résolution:*

Sur ce, le Liquidateur propose de répartir les parts d'intérêts dans la société en commandite spéciale entre les associés actuels de la Société comme suit, sans devoir préalablement rembourser les dettes de la Société ou consigner les sommes nécessaires à ce remboursement:

1. Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., susmentionnée, recevra des parts d'intérêts de commanditaire représentant quarante-cinq mille neuf cent cinquante francs suisses (CHF 45.950,-); et

2. Reech Luxembourg GP S.à r.l., susmentionnée, recevra des parts d'intérêts de commandité représentant cinquante francs suisses (CHF 50,-).

Les associés de la Société décident à l'unanimité d'accepter cette répartition.

*Sixième résolution:*

En conséquence de la résolution précédente, les associés de la Société constatent l'achèvement de la liquidation de la Société et prononcent la clôture de la liquidation de la Société, sans exigence d'un audit des activités de liquidation.

Suite à la clôture de la liquidation de la Société, la Société sera désignée comme la «SLP» et les associés de la Société sont désignés comme les «Associés».

*Septième résolution:*

Les Associés décident de donner décharge au gérant unique de la Société et au Liquidateur pour l'exécution de leur mandat et fonctions respectives.

*Huitième résolution:*

Les Associés décident que les livres et comptes de la Société seront conservés à l'adresse du siège social de la SLP pour une période de cinq (5) ans à partir de la date du présent acte.

*Neuvième Résolution*

Les Associés décident de dénommer la SLP comme suit: «Nelson Luxembourg Properties Development SLP».

*Dixième Résolution*

Les Associés décident de désigner Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., susmentionnée, comme associé commanditaire de la SLP (l'«Associé Commanditaire») et Reech Luxembourg GP S.à r.l., susmentionnée, comme associé commandité de la SLP (l'«Associé Commandité»).

### Onzième Résolution

Les Associés décident de remplacer les statuts de la Société par un contrat de société en commandite spéciale qui aura la teneur suivante:

#### «Section 1. Dénomination, Siège Social, Exercice social.

1.1 Il existe une société en commandite spéciale régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (la «SLP»). La dénomination sociale de la SLP est

«Nelson Luxembourg Properties Development SLP».

1.2 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

1.3 L'Associé Commandité pourra transférer le siège social de la SLP au sein de la commune de Luxembourg ainsi que dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg.

1.4 L'exercice social de la SLP correspond à l'année calendaire.

**Section 2. Objet social de la SLP.** La SLP a pour objet l'acquisition, la vente, la mise en location, la gestion et le développement sous n'importe quelle forme de biens immobiliers que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont en rapport direct ou indirect avec ce qui précède.

#### Section 3. Associé commandité, associé(s) commanditaire(s).

##### 3.1 Associé commandité

Reech Luxembourg GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.972 sera l'associé commandité de la SLP (l'«Associé Commandité»).

##### 3.2 Associé(s) commanditaire(s)

3.2.1 Nelson Luxembourg Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.293 sera l'associé commanditaire de la SLP (l'«Associé Commanditaire»).

3.2.2 De nouveaux associés commanditaires pourront être admis sur décision de l'Associé Commandité.

#### Section 4. Registre des Associés.

4.1 La SLP tiendra un registre (le «Registre des Associés»), contenant une copie intégrale et conforme du contrat de la société en commandite spéciale dans une version à jour, et listant le nom complet, la profession et adresse (incluant les numéros de téléphone et de fax et adresse e-mail) de ses associés, ou dans le cas d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique, l'adresse du siège social et le numéro d'immatriculation, le cas échéant, ainsi que la participation au capital (telle que définie à la Section 5.1) de chaque associé.

4.2 Le Registre des Associés sera tenu par l'Associé Commandité (ou une personne habilitée par l'Associé Commandité à cet effet) et seul l'Associé Commandité pourra faire des inscriptions ou modifications dans le Registre des Associés. Les associés informeront l'Associé Commandité de tous changements dans leur personne affectant la composition des associés et leur participation respective au capital telle qu'indiquée dans le Registre des Associés.

4.3 Dans la relation interne entre la SLP et ses associés, seules les personnes inscrites dans le Registre des Associés seront réputées être associés et pourront exercer leurs droits en leur qualité respective.

4.4 Chaque associé a le droit d'inspecter, suite à un préavis raisonnable, les sections du Registre des Associés le concernant (et non pas celles des autres Associés) et de demander des copies des sections du Registre des Associés l'intéressant (mais d'aucune section contenant des informations sur les autres associés).

#### Section 5. Financement, Responsabilité(s).

##### 5.1 Participations au capital, parts d'intérêts

5.1.1 La participation des associés commanditaires au capital de la SLP, qui est indiquée dans le compte d'associé commanditaire correspondant tel que prévu à la Section 6, sera représentée par des parts d'intérêts de commanditaire.

5.1.2 La participation de l'Associé Commandité au capital de la SLP, qui est indiquée dans le compte de l'Associé Commandité tel que prévu à la Section 6, sera représentée par des parts d'intérêts de commandité.

5.1.3 À la date du présent acte, les parts d'intérêts de commanditaire et les parts d'intérêts de commandité représentent le montant global de quarante-six mille francs suisses (CHF 46.000,-).

##### 5.2 Responsabilité limitée

5.2.1 Les associés commanditaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur participation respective au capital de la SLP.

5.2.2 L'Associé Commanditaire sera tenu conjointement et solidairement à l'égard des créanciers de la SLP pour tous les engagements de la SLP qui ne peuvent être couverts par les actifs de la SLP.



### 5.3 Pas de paiements supplémentaires

Sauf disposition expresse dans ce Contrat, les associés n'ont pas l'obligation d'effectuer de paiements ou de contributions excédant leur participation respective au capital ou toute obligation de financement assumée au titre de leur participation.

**Section 6. Comptes d'Associés.** La SLP tiendra pour chaque associé un compte d'associé distinct reflétant les contributions à et les distributions de la SLP ainsi que tout droit aux actifs de la SLP.

### Section 7. Gestion de la SLP.

7.1 La gestion de la SLP appartient à l'Associé Commandité, qui peut lui-même la déléguer en totalité ou en partie à un ou plusieurs gérants.

7.2 L'Associé Commandité et les gérants, le cas échéant, géreront la SLP sur la base des dispositions de ce Contrat et, autrement, dans l'intérêt de la SLP. Toute responsabilité des gérants, s'il y en a, à l'égard de la SLP ou de ses associés sera limitée au cas de faute intentionnelle ou de négligence grave.

### Section 8. Représentation de la SLP.

8.1 L'Associé Commandité et les gérants, s'il y en a, représentent la SLP chacun individuellement vis-à-vis des tiers.

8.2 Les associés commanditaires sont exclus de la représentation de la SLP.

### Section 9. Résolutions d'Associés, Assemblées d'Associés.

9.1 Une fois par an, les associés se réuniront ou prendront une résolution écrite (dans chaque cas à Luxembourg) ayant pour ordre du jour l'approbation du bilan, du compte des pertes et profits et du rapport de l'Associé Commandité, la décision de répartition des résultats et l'octroi de décharge à l'Associé Commandité.

9.2 Les décisions collectives sont prises en assemblées générales ou par vote écrit. L'assemblée est convoquée par l'Associé Commandité sur notification écrite indiquant l'ordre du jour et qui est envoyée par lettre recommandée ou autrement, du Luxembourg à tous les associés commanditaires au moins quinze (15) jours avant l'assemblée. Néanmoins, une assemblée qui n'a pas été convoquée selon la procédure indiquée ci-dessus est valable si tous les associés sont représentés. Les résolutions sont adoptées avec le consentement unanime des associés commanditaires et de l'Associé Commandité.

### Section 10. Durée, Fin et Dissolution de la SLP.

10.1 La SLP est constituée pour une durée illimitée.

10.2 La SLP ne pourra être dissoute que (i) sur une décision des associés (adoptée à la majorité simple des votes des associés sur base de leur participation au capital), et (ii) avec le consentement de l'Associé Commandité.

10.3 En cas de dissolution de la SLP, l'Associé Commandité agira en tant que liquidateur.

10.4 Suite à la dissolution de la SLP, les actifs de la SLP seront liquidés.

### Section 11. Langue, Interprétation et Définitions, Annexes.

11.1 La langue faisant foi dans ce contrat est l'anglais. La langue française prévaudra si une expression en anglais utilisée dans ce contrat est traduite par une expression en français entre parenthèses. Dans ce cas, l'expression en anglais ne figurera que pour raison de commodité.

11.2 A moins que le contexte ou une stipulation expresse de ce contrat l'exige autrement, les titres et sous-titres des sections et/ou des dispositions contenues dans ces dernières ne figurent que pour raisons de commodité et à titre de référence et ils n'ont aucun effet sur la signification ou l'interprétation des clauses auxquelles ils se réfèrent.

### Section 12. Dispositions Finales.

12.1 Ce contrat de société en commandite spéciale est régi par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

12.2 Ce contrat de société en commandite spéciale peut être modifié par acte sous seing privé ou acte authentique conformément à l'article 4 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

#### *Douzième résolution:*

Les Associés décident de confirmer l'adresse du siège social de la SLP située au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire des comparantes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite au mandataire des comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Jonas, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 16 décembre 2013. REM/2013/2218. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013180170/421.

(130217551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

**Sportfëscherveräin Remerschen a.s.b.l., Association sans but lucratif,  
(anc. Cercle des Pêcheurs Sportifs Remerschen Asbl).**

Siège social: L-5441 Remerschen, 75, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg F 9.482.

—  
STATUTEN

**I. Benennung, Sitz, Ziele und Grundsätze sowie Dauer der Vereinigung**

**Art. 1.** Die Vereinigung trägt die Benennung „SPORTFËSCHERVERÄIN REMERSCHEN ASBL“, in den Statuten auch als Verein oder Vereinigung bezeichnet und auf Französisch: „CERCLE DES PECHEURS SPORTIFS REMERSCHEN ASBL“.

**Art. 2.** Der Sportfëscherveräin Remerschen a.s.b.l. hat seinen Sitz in Remerschen.

**Art. 3.** Er bezweckt die Wahrnehmung und Förderung der Interessen aller Sportangler, die Pflege der gesamten Interessen der Fischerei unter strengster Bewachung der gesetzlichen Vorschriften und unter Ausschluss jedweder politischer Tätigkeit.

**Art. 4.** Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt. Die mindest Mitgliederzahl ist auf drei festgesetzt.

**II. Mitgliedschaft**

**Art. 5.** Der Verein besteht aus:

- 1) Aktiven Mitgliedern
- 2) Provisorisch aufgenommenen Mitgliedern
- 3) Inaktiven Mitgliedern
- 4) Ehrenmitgliedern
- 5) Membres Donateurs (Spender)

1) Aktive Mitglieder sind solche Sportangler, die jährlich ihren Jahresbeitrag an die Vereinskasse entrichten haben und sich als Mindestleistung aktiv an den Organisationen des Vereines beteiligen. Von dieser aktiven Beteiligung ist nur entbunden, jenes Mitglied, welches aus gesundheitlichen Gründen verhindert ist. Diese Gründe müssen dann umgehend dem Verwaltungsrat mitgeteilt werden. Falls ein aktives Mitglied aus anderen Gründen sich nicht aktiv an den Organisationen des Vereines beteiligen kann, müssen diese auch schnellst möglich dem Verwaltungsrat mitgeteilt werden. Der Verwaltungsrat behält sich jedoch das Recht vor diese Gründe nicht anzuerkennen und muss dies dann auch begründen.

2) Provisorisch aufgenommene Mitglieder haben dieselben Rechte und Pflichten wie aktive Mitglieder, sind aber von der Mitbestimmung bei Entschlüssen und Wahlen des Vereins ausgeschlossen.

3) Inaktive Mitglieder sind diejenigen früheren aktiven Mitglieder, die das Gedeihen des Vereins unterstützen, ohne aktiv an den Veranstaltungen des Vereins teilzunehmen. Sie müssen einen Jahresbeitrag an die Vereinskasse entrichten.

Am Ende des Jahres entscheidet der Verwaltungsrat welches Mitglied als Inaktiv einzustufen ist.

Der Antrag um inaktives Mitglied zu werden muss dem Verwaltungsrat schriftlich mitgeteilt und von der Mehrheit des Verwaltungsrates gebilligt werden.

Der Status des inaktiven Mitgliedes kann die Dauer von 2 Jahren nicht überschreiten denn danach erfolgt automatisch die Einstufung zum Ehrenmitglied.

Inaktive Mitglieder sind nicht stimmberechtigt.

4) Ehrenmitglieder sind solche, die dem Verein besondere Dienste geleistet haben und dadurch, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, von der Generalversammlung zu Ehrenmitgliedern ernannt werden. Die Ehrenmitglieder haben kein Recht auf die Verwaltung und das Vermögen des Vereins. Sie sind nicht stimmberechtigt.

5) Membres Donateurs (Spender) sind solche, die durch Beiträge oder Spenden das Gedeihen des Vereins fördern, ohne an den Veranstaltungen des Vereins aktiv teilzunehmen. Sie sind nicht stimmberechtigt.

**Art. 6.** Die Aufnahme neuer Mitglieder kann erfolgen auf Grund eines an den Verwaltungsrat einzureichenden schriftlichen Aufnahmegesuches.

Der Erwerb der Mitgliedschaft wird geregelt wie folgt:

1. Anwärter über 18 Jahre müssen ein einmaliges Eintrittsgeld bezahlen, welches 250,- Euro beträgt. Dieser Beitrag ist sofort beim provisorischen Eintritt zahlbar. Das einmalige Eintrittsgeld kann von der Generalversammlung angepasst werden. Ein Jahresbeitrag ist ebenfalls zu zahlen. Dieser Betrag wird jährlich von der Generalversammlung festgelegt und kann höchstens 500 EUR betragen.

2. Jugendliche unter 18 Jahren müssen zusätzlich zu ihrem Gesuch eine schriftliche Vollmacht der Eltern oder der gesetzlich verantwortlichen Person einreichen.

3. Der Verwaltungsrat entscheidet provisorisch über dieses Gesuch; letzteres wird der nächsten Generalversammlung zur Entscheidung der provisorischen Aufnahme des Anwärters für die Zeit von einem Jahr unterbreitet.

Der provisorisch aufgenommene Anwärter kann nach der Zeit von einem Jahr durch Entschluss der Generalversammlung als aktives Mitglied dem Verein beitreten.

Ein ablehnender Bescheid bezüglich der provisorischen Aufnahme oder der Aufnahme als aktives Mitglied muss dem Interessenten schriftlich zugestellt werden.

**Art. 7.** Die Mitgliedschaft endet durch:

- den Tod;
- den freiwilligen Austritt, welcher dem Verwaltungsrat schriftlich mitzuteilen ist;
- den Ausschluss durch den Verwaltungsrat, wenn ein Mitglied durch eigenes Verschulden mit seinem Jahresbeitrag während eines Monats, trotz schriftlicher Aufforderung, im Rückstand geblieben ist;
- den Ausschluss durch den Verwaltungsrat, wenn das betreffende Mitglied sich durch schlechte, ehrenrührige oder aufrührerische Handlungen, oder aber durch Zuwiderhandlungen gegen die Beschlüsse des Verwaltungsrates oder der Generalversammlung als unwürdig erwiesen hat, sowie durch unentschuldigtes Fernbleiben von den Aktivitäten und Organisationen des Vereines;
- Erwerbsmäßiges Ausüben des Angelsports.

**Art. 8.** Bei einem Ausschluss durch den Verwaltungsrat, wird dies dem Mitglied schriftlich mitgeteilt.

**Art. 9.** Das ausgeschlossene oder austretende Mitglied hat kein Anrecht auf irgendeinen Teil des Vereinsvermögens. Alle eingezahlten Beiträge verbleiben Eigentum des Vereins, auf das keines der vorgenannten Mitglieder einen persönlichen Anspruch erheben kann. Dieselben Bestimmungen gelten für die Erben eines verstorbenen Mitgliedes.

**Art. 10.** Die aktiven Mitglieder können zu gleicher Zeit nur bei einem, nicht also bei mehreren Fischervereinen eingeschrieben sein. Sie sind:

- verpflichtet regelmäßig den von der Generalversammlung festgesetzten Jahresbeitrag zu entrichten;
- verpflichtet die Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und die Beschlüsse des Verwaltungsrates sowie der Generalversammlung zu befolgen;
- berechtigt an allen Beschlüssen und Wahlen in der Generalversammlung, sowie an den übrigen Veranstaltungen des Vereins teilzunehmen;
- berechtigt bei der F.L.P.S. angemeldet zu sein.

### III. Die Verwaltungsorgane

**Art. 11.** Der Verein wird durch folgende Organe verwaltet:

- 1) Die Generalversammlung
- 2) Den Verwaltungsrat.

**Art. 12.** Die Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Mitglieder; sie entscheidet endgültig über alle, auch in gegenwärtigem Statut nicht vorgesehene Punkte, sofern sie im Einklang mit dem Gesetz sind. Alle statutengemäß getroffenen Beschlüsse sind für alle Mitglieder rechtsverbindlich. Die Generalversammlung hat in der Hauptsache folgende Befugnisse:

- 1) Wahl des Verwaltungsrates und der Kassenrevisoren.
- 2) Genehmigung der Budgetvorlagen, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustkosten.
- 3) Änderung der Statuten.
- 4) Auflösung des Vereines.

**Art. 13.** Die Generalversammlung wird vom Präsidenten oder seinem Stellvertreter geleitet. Ihre Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Die Abstimmungen erfolgen durch Handaufheben oder mittels Stimmzettel, entsprechend dem Beschluss der Generalversammlung. Geheime Abstimmung muss erfolgen, wenn ein Viertel der Mitglieder es verlangt. Bei den Wahlen ernennt der Präsident zwei Stimmzähler aus der Mitte der anwesenden Mitglieder. Bei der Wahl des Verwaltungsrates gelten die Kandidaten, welche die meisten Stimmen auf ihren Namen vereinigen, als gewählt.

Der genaue Ablauf der Generalversammlung kann über eine interne Verordnung festgelegt werden.

Die Beschlüsse der Generalversammlung werden den Mitgliedern schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail mitgeteilt.

Der Preis des Angelscheins wird jährlich, auf Vorschlag des Verwaltungsrates unter Berücksichtigung der F.L.P.S.-Gebühren, von der Generalversammlung festgelegt.

**Art. 14.** Anträge auf Änderung der Statuten können seitens des Verwaltungsrates sowie auch seitens der Mitglieder eingebracht werden. Diesbezügliche Anträge der Mitglieder müssen die Unterschrift von wenigstens einem Drittel der Mitglieder tragen und mindestens einen Monat vor der Generalversammlung dem Vorstand schriftlich eingereicht werden.

Die Beschlussfähigkeit der Generalversammlung und die Abstimmung erfolgen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen für Vereine ohne Gewinnzweck.

**Art. 15.** Jede Generalversammlung muss mindestens vierzehn Tage vorher, unter Angabe der Tagesordnung, schriftlich einberufen werden. Diese Einberufung kann auch per Fax oder E-Mail erfolgen.

**Art. 16.** Jedes Jahr, innerhalb der drei ersten Monate nach Ablauf des Geschäftsjahres, findet die ordentliche Generalversammlung statt, in welcher der Verwaltungsrat über die Tätigkeit, den Stand der Geschäfte und die abgeschlossene Bilanz Rechenschaft ablegt. Über Angelegenheiten, die nicht auf der Tagesordnung stehen, können mit dem Einverständnis des Verwaltungsrates Beschlüsse gefasst werden.

**Art. 17.** Außerordentliche Generalversammlungen können vom Verwaltungsrat, so oft dies im Interesse des Vereins erforderlich ist, einberufen werden, jedoch ebenfalls wenn ein zwanzigstel der Mitglieder einen diesbezüglichen Antrag an den Verwaltungsrat stellt, mit Angabe der zur Verhandlung stehenden Angelegenheit(en).

**Art. 18.** Der Verwaltungsrat besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten und höchstens sieben Beisitzenden.

Alle Verwaltungsratsmitglieder müssen großjährig und im vollen Besitz ihrer politischen und zivilen Rechte sein, des Weiteren müssen mindestens zwei Drittel der Verwaltungsratsmitglieder Einwohner der Gemeinde Schengen sein.

**Art. 19.** Der Verwaltungsrat wird von der ordentlichen Generalversammlung gewählt. Die Wahl der Mitglieder erfolgt auf sechs Jahre.

Die ausscheidenden Mitglieder sind wieder wählbar.

Beim Ausscheiden eines Mitgliedes vor Ablauf seiner Amtsdauer findet in der nächsten Generalversammlung eine Ergänzungswahl statt. Der in dieser Versammlung Gewählte beendet die Amtszeit seines Vorgängers.

**Art. 20.** Kandidaturerklärungen für Verwaltungsratswahlen müssen spätestens am Vorabend der für die Wahlen angesetzten Generalversammlung an den Präsidenten eingereicht werden. Falls ein Verwaltungsratsmitglied aus dem Verwaltungsrat ausscheiden will, so muss es seinen Entschluss schriftlich an den Präsidenten richten. Die austretenden Verwaltungsratsmitglieder werden in der nächsten Generalversammlung ersetzt. Ist kein Kandidat für einen vakanten Posten gemeldet, so kann in diesem Falle während der Generalversammlung ein Kandidat vorgeschlagen und von der Generalversammlung angenommen werden.

**Art. 21.** Der Verwaltungsrat ernennt unter sich den Präsidenten, den Vizepräsidenten, den Schriftführer und den Kassierer.

**Art. 22.** Der Präsident ist der Vertreter des Verwaltungsrates und des Vereins. Er beruft im Einvernehmen mit dem Schriftführer die Verwaltungsratsitzungen ein und setzt nach Rücksprache mit den andern Verwaltungsratsmitgliedern die Tagesordnung für die Generalversammlung fest. Er führt in den Verwaltungsratsitzungen und in der Generalversammlung den Vorsitz.

Denjenigen Verwaltungsratsmitgliedern, die an drei aufeinander folgenden Sitzungen ohne triftigen Grund abwesend waren, kann, auf Antrag des Verwaltungsrates, durch Beschluss der Generalversammlung das übertragene Mandat entzogen werden.

**Art. 23.** Der Verwaltungsrat vertritt den Verein in allen geschäftlichen, gerichtlichen und außergerichtlichen Angelegenheiten und verwaltet das Vermögen unter Beachtung der statutarischen und gesetzlichen Bestimmungen. Er fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten. Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Alle Personenfragen werden durch Wahlen mit geheimen Stimmzetteln vorgenommen. Alle Urkunden und Verträge müssen vom Präsidenten und Schriftführer unterzeichnet werden.

**Art. 24.** Treten mehr als die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder zurück, so muss der Präsident innerhalb von vierzehn Tagen eine außerordentliche Generalversammlung einberufen, welche die Neuwahlen vorzunehmen hat.

**Art. 25.** Drei Kassenrevisoren werden von der Generalversammlung gewählt. Ihr Mandat ist auf ein Jahr begrenzt und sie sind wieder wählbar. Die Kassenrevisoren dürfen nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein.

Die Kassenrevisoren haben die Buchführung, die Kasse und die Jahresbilanz des Vereins zu prüfen und über den Befund der ordentlichen Generalversammlung zu berichten.

Die Kassenrevisoren haben jederzeit das Recht, Einsicht in die Geschäftsbücher zu nehmen.

#### IV. Rechnungsabschluss und Bilanz

**Art. 26.** Das Geschäftsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endet am 31. Dezember. Die am Schluss des Rechnungsjahres aufzustellende Bilanz muss den Kassenrevisoren vor der Generalversammlung eines jeden Jahres unterbreitet werden.

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Tag der Annahme dieser Statuten und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

#### V. Auflösung des Vereins

**Art. 27.** Der Verein kann, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

**Art. 28.** Im Falle einer Auflösung des Vereins wird das gesamte Vereinsvermögen der jeweiligen Gemeindeverwaltung in Verwahr gegeben. Hat sich der Verein innerhalb von 3 Jahren nicht unter demselben Namen neu gegründet, so verfällt das ganze Vermögen dem hiesigen Wohltätigkeitsbüro („office social“).

#### VI. Verschiedenes

**Art. 29.** Alle nicht in dieser Satzung geregelten Fragen und Fälle werden durch das Gesetz vom 28. April 1928 über Vereine und Stiftungen ohne Gewinnerzielungsabsichten in seiner aktuell rechtskräftigen Version geregelt.

Référence de publication: 2013176369/167.

(130050098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

#### **Pearson Luxembourg N° 2., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 100.148.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December at 9 a.m.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of “Pearson Luxembourg N°2, S.à r.l.”, a Luxembourg “société à responsabilité limitée”, having its registered office at 17, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 100.148 (the “Company”), incorporated by a deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 31 March 2004, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number C-575 dated 4 June 2004 and lastly amended by a deed enacted on 28 November 2012 by Maître Francis Kessler, notary residing Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number C-176 dated 24 January 2013.

The sole shareholder of the Company, Embankment Finance Ltd, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office is at 80, Strand, WC2R 0RL London, United Kingdom, acting through its Luxembourg branch, being Embankment Finance Ltd - Luxembourg branch, having its address at 17, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 153.822, holder of 31,255 (thirty one thousand and two hundred fifty five) shares of the Company (the “Sole Shareholder”), duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 9 December 2013.

The above-mentioned proxy, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

I. - That the 31,255 (thirty one thousand and two hundred fifty five) shares of the Company with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.

II. - The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Waiving of notice right;
2. Approval of the reduction of the share capital of the Company by an amount of USD 3,100,500 (three million one hundred thousand five hundred United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 3,125,500 (three million one hundred twenty five thousand and five hundred United States Dollars) to an amount of USD 25,000 (twenty five thousand United States Dollars) by the cancellation of 31,005 (thirty one thousand and five) shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each, and subsequent decrease of the legal reserve of the Company by an amount of USD 310,050 (three hundred ten thousand fifty United States Dollars) so as to decrease it

from its current amount of USD 312,550 (three hundred twelve thousand five hundred fifty United States Dollars) to an amount of USD 2,500 (two thousand five hundred United States Dollars);

3. Approval of the subsequent amendment of article 8§1 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital pursuant to the above resolution; and

4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

*Second resolution:*

It is resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of USD 3,100,500 (three million one hundred thousand five hundred United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 3,125,500 (three million one hundred twenty five thousand and five hundred United States Dollars) to an amount of USD 25,000 (twenty five thousand United States Dollars) by the cancellation of 31,005 (thirty one thousand and five) shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) (the "Capital Decrease").

As a consequence of the foregoing, it is also resolved to decrease the legal reserve of the Company by an amount of USD 310,050 (three hundred ten thousand fifty United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 312,550 (three hundred twelve thousand five hundred fifty United States Dollars) to an amount of USD 2,500 (two thousand five hundred United States Dollars) (the "Legal Reserve Decrease").

It is resolved to allocate the total amount of USD 3,410,550 (three million four hundred thousand five hundred fifty United States Dollars) resulting from the Capital Decrease and the Legal Reserve Decrease to a distributable reserve of the Company (the "Allocation").

It is finally resolved to delegate to the board of managers of the Company the power (i) to determine the practicalities of the Allocation and (ii) to take any action required to be done or make any decision in the name and on behalf of the Company, in order to execute any document or do any act and take any action as it deems necessary and appropriate in the name and on behalf of the Company in connection with the Allocation.

*Third resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution described above having been fully carried out, it is resolved to amend article 8§1 of the Company's articles of association so that to read as follows:

**" Art. 8.** The Company's capital is set at USD 25,000 (twenty five thousand United States Dollars), represented by 250 (two hundred fifty) shares of a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars)."

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital decrease, have been estimated at about three thousand Euros (3,000.- Euros).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 9:30 a.m.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le seize décembre à neuf heures.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Pearson Luxembourg N° 2, S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 17, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.148 (la «Société»), constituée par acte notarié de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 31 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-575 en date du 6 juin 2004, dernièrement modifié par un acte reçu le 28 novembre 2012 par Maître Francis Kessler,

notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-176 en date du 24 janvier 2013.

L'associé unique de la Société, Embankment Finance Ltd, une société constituée selon les lois anglaises et galloises, ayant son siège social au 80, Strand, WC2R 0RL Londres, Royaume-Uni, et agissant à travers sa succursale luxembourgeoise Embankment Finance Ltd. - Luxembourg Branch, ayant son siège social au 17, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.822, et détenteur de 31.255 (trente et un mille deux cent cinquante cinq) parts sociales de la Société (l'«Associé Unique»), dûment représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 9 décembre 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- Que les 31.255 (trente et un mille deux cent cinquante cinq) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars Américains) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées et l'assemblée peut valablement décider de tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

II.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Décision de réduire le capital social de la Société d'un montant de 3.100.500 USD (trois millions cent mille cinq cents Dollars américains) afin de le réduire de son montant actuel de 3.125.500 USD (trois millions cent vingt cinq mille cinq cents Dollars Américains) à un montant de 25.000 USD (vingt cinq mille Dollars américains), par l'annulation de 31.005 (trente et un mille cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars Américains), et diminution consécutive de la réserve légale de la Société d'un montant de 310.050 USD (trois cents dix milles cinquante Dollars américains) afin de la réduire de son montant actuel de 312.550 USD (trois cents douze mille cinq cent cinquante Dollars américains) à un montant de 2.500 USD (deux mille cinq cents Dollars américains) et d'allouer immédiatement le montant total résultant de la réduction de capital à une réserve distribuable de la Société;

3. Approbation de la modification consécutive de l'article 8§1 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social conformément à la résolution précédente; et

4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

*Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée générale; l'Associé Unique reconnaît qu'il a été suffisamment informé de l'ordre du jour et qu'il se considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Seconde résolution:*

Il est décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de 3.100.500 USD (trois millions cent mille cinq cents Dollars américains) afin de le réduire de son montant actuel de 3.125.500 USD (trois millions cent vingt cinq mille cinq cents Dollars Américains) à un montant de 25.000 USD (vingt cinq mille Dollars américains), par l'annulation de 31.005 (trente et un mille cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars Américains) (la «Réduction de Capital»).

En conséquence de ce qui précède, il est également décidé de réduire la réserve légale de la Société d'un montant de 310.050 USD (trois cents dix mille cinquante Dollars américains) afin de la réduire de son montant actuel de 312.550 USD (trois cent douze mille cinq cents cinquante Dollars américains) à un montant de 2.500 USD (deux mille cinq cents Dollars américains) (la «Réduction de Réserve Légale»).

Il est décidé d'allouer le montant de 3.410.550 USD (trois million quatre cent dix mille cinq cent cinquante Dollars américains) résultant de la Réduction de Capital et de la Réduction de Réserve Légale à une réserve distribuable de la Société.

*Troisième résolution*

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 8§1 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 25.000 USD (vingt cinq mille Dollars américains), représenté par 250 (deux cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 100 USD (cent Dollars Américains) chacune.»

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec sa diminution de capital, ont été estimés à trois mille Euros (3.000,- Euros).

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée à 9 heures 30.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour qu'en tête.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 24 décembre 2013. Relation: LAC/2013/59847. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007046/165.

(140007431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2014.

### **BayernInvest Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 37.803.

*Mitteilung an die Anteilhaber des BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds (Fonds Commun de Placement, Anteilklasse ISIN: LU0490096079, AL WKN: A1CSKF und Anteilscheinklasse InstAL, ISIN: LU0490096236, WKN: A1CSKG)*

Durch Beschluss des Verwaltungsrates der oben genannten Gesellschaft vom 06. Dezember 2013 wird der Teilfonds BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds zum 24. Februar 2014 ("Liquidationsdatum"), aufgrund des anhaltend geringen Volumens und der damit verbundenen Unwirtschaftlichkeit des Fonds sowie mangelnder Vertriebsmöglichkeiten aufgelöst. Eine Fortführung des Teilfonds erscheint daher für die Anleger als nicht sinnvoll.

Die Ausgabe von Anteilen ist ab dem 22. Januar 2014 (einschließlich) eingestellt.

Die Rücknahme der Anteile wird am 24. Februar 2014, um 14.00 Uhr (Luxembourger Zeit) eingestellt, so dass Sie bis zu diesem Zeitpunkt die Möglichkeit haben, Ihre Anteile am BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds kostenfrei zurückzugeben oder umzutauschen.

Der Liquidationserlös des Teilfonds BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds wird am 28. Februar 2014 festgestellt.

Die Kosten der Liquidation werden vom Teilfonds BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds getragen. Um die Gleichbehandlung der Anteilhaber gewährleisten zu können, wurden entsprechende Rückstellungen im Teilfondsvermögen gebildet.

Nach Ermittlung des Liquidationserlöses wird dieser mittels separater Veröffentlichung mitgeteilt.

Beträge, die aus der Liquidation des Teilfondsvermögens BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds stammen und die von den berechtigten Anteilhabern nicht innerhalb von 9 Monaten eingelöst werden, werden durch die Depotbank zugunsten der berechtigten Anteilhaber bei der "Caisse de Consignation" in Luxembourg hinterlegt. Die Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb von 30 Jahren nach der Hinterlegung dort angefordert werden.

Wir weisen die Anteilhaber darauf hin, dass sowohl das Liquidationsverfahren des betroffenen Teilfonds, als auch die Hinterlegung bei der "Caisse de Consignation", innerhalb von 9 Monaten abgeschlossen sein muss.

Die Konten und Bücher des BILKU 1 Carbon Efficient Bond Fonds werden hinterlegt und für zehn Jahre bei der Domizil- und Zentralverwaltungsstelle aufbewahrt.

Luxemburg, im Januar 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007275/30.



**Fashold S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 179.376.

**Primogest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 102.030.

---

**PROJET DE FUSION**

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

**A COMPARU:**

I.- Madame Carla ALVES SILVA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme «FASHOLD S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 179.376,

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décision du Conseil d'Administration, en date du 27 décembre 2013, une copie conforme des dites décisions, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

II.- Madame Carla ALVES SILVA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme «PRIMOGEST S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 102.030,

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décision du Conseil d'Administration, en date du 27 décembre 2013, une copie conforme des dites résolutions, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

Le projet de fusion ci-après:

**Projet de Fusion**

Les conseils d'administration de «FASHOLD S.A.» et de «PRIMOGEST S.A.» ont préparé le projet de fusion ci-après pour la participation des sociétés dans une fusion conformément à la section XIV (Fusions) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

**1. Les sociétés concernées.** La fusion concerne «FASHOLD SA.» et sa société-sœur «PRIMOGEST S.A.».

«FASHOLD S.A.» a l'intention de fusionner avec «PRIMOGEST S.A.» par le biais d'une fusion par acquisition, conformément aux articles 257 et suivants de la Loi.

La fusion sera effectuée par le transfert par «PRIMOGEST S.A.» de tous ses actifs et passifs à «FASHOLD S.A.», de sorte que «FASHOLD S.A.» soit la société absorbante (la «Société Absorbante») et «PRIMOGEST S.A.» soit la société absorbée (la «Société Absorbée»). La Société Absorbante et la Société Absorbée seront ci-dessous ensemble désignées comme les «Sociétés Fusionnantes».

**2. Forme et Sièges des sociétés.****2.1. Les Sociétés Fusionnantes**

«FASHOLD S.A.» est une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 179.376 et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, Grand-Duché de Luxembourg. «FASHOLD S.A.» a un capital social de cent soixante-dix-neuf millions quatre-vingt-seize mille euros (EUR 179.096.000) représenté par cent soixante-dix-neuf mille quatre-vingt-seize (179.096) actions ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) chacune.

«PRIMOGEST S.A.» est une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 102.030 et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, Grand-Duché de Luxembourg. «PRIMOGEST S.A.» a un capital social de cinq cent mille euros (EUR 500.000) représenté par cinq mille (5.000) actions ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

**3. Propriété.** Au moment de l'adoption de ce projet de fusion, toutes les actions de la Société Absorbante ainsi que toutes les actions de la Société Absorbée sont détenues par le même actionnaire unique.

#### 4. Eléments de référence sur la Fusion.

##### 4.1. Juridique

La Société Absorbante acquerra l'actif et le passif de la Société Absorbée par transmission universelle. Les informations financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes de la Société Absorbante à partir du 30 décembre 2013.

En conséquence de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister. La Société Absorbante émettra de nouvelles actions en relation avec la Fusion, à l'actionnaire unique de la Société Absorbée.

Les créances et dettes qui peuvent exister entre les Sociétés Fusionnantes sont annulées suite à la Fusion. La Fusion ne modifie pas les relations juridiques entre les Sociétés Fusionnantes et les tiers, étant donné que celles-ci seront considérées après la Fusion comme les relations juridiques entre la Société Absorbante et ces tiers.

##### 4.2. Economique et social

Les objectifs recherchés au travers de la fusion sont les suivants:

1. de permettre à la société absorbée de réaliser son programme d'investissement par la prise en commun des moyens de la société absorbante;
2. réduire la complexité de la structure du Groupe pour les clients, intermédiaires et investisseurs;
3. réduire les doublons fonctionnels au sein du Groupe.

**5. La date à laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront inclus dans les comptes de la Société Absorbante.** Le projet de fusion est basé sur les bilans des Société Absorbante et Absorbée en date du 30 septembre 2013.

La fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 30 décembre 2013, date à partir de laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront considérés comme ayant été transférés à la Société Absorbante.

**6. Date Effective de la Fusion.** La fusion sera effective entre les parties sur décision concurrente des Sociétés Fusionnantes de procéder à la fusion, c'est-à-dire sur résolutions des actionnaires des deux Sociétés Absorbante et Absorbée.

La fusion sera effective à l'égard des tiers suivant la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des résolutions des actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée approuvant la fusion. En application des dispositions de l'article 274 de la Loi, dès la date effective de la fusion, l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée sera transféré automatiquement à la Société Absorbante, et la Société Absorbée cessera d'exister.

**7. Rémunération.** En échange du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante, cette dernière procédera à l'émission de soixante-quatorze mille (74.596) nouvelles actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) chacune (les «Actions Nouvelles») en faveur de l'unique actionnaire de la Société Absorbée.

La Société Absorbante augmentera donc son capital social d'un montant de soixante-quatorze millions cinq cent quatre-vingt-seize mille euros (EUR 74.596.000) jusqu'à un montant de deux cent cinquante-trois millions six cent quatre-vingt-douze mille euros (EUR 253.692.000). Aucun paiement en numéraire ne sera fait à l'actionnaire unique de la Société Absorbée. Les Nouvelles Actions seront émises immédiatement après l'approbation de la fusion par l'actionnaire de la Société Absorbante.

La date à partir de laquelle ces Nouvelles Actions conféreront le droit de participer aux profits de la Société Absorbante sera la date de leur émission.

**8. Droits spéciaux et avantages.** Aucun droit spécial ne sera conféré par la Société Absorbante aux détenteurs d'actions dotées de droits spéciaux.

Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis de titres autres que des actions.

**9. Avantages spéciaux conférés aux membres du conseil d'administration qui examinent le projet de fusion.** Aucun avantage spécial ne sera conféré aux membres du conseil d'administration et de gestion des Sociétés Fusionnantes en rapport avec la fusion.

**10. Rapport du Conseil d'administration sur la fusion et rapport d'un réviseur d'entreprises relatif au projet de fusion.** Conformément à l'article 265 (3), respectivement à l'article 266 (5), de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'actionnaire unique des sociétés participant à la fusion, unique détenteur de titres conférant un droit de vote au sein desdites sociétés, a déclaré renoncer à l'établissement du rapport du conseil d'administration prévu à l'article 265 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi qu'à l'examen du projet commun de fusion et à l'établissement du rapport d'expert prévu à l'article 266 (1) de la même loi.

Etant donné qu'aucun rapport d'expert sur le projet commun de fusion n'est établi, l'article 266 (3) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales prévoit l'application des règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) de la même loi.

Il sera donc procédé à l'établissement d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé qui sera soumis à l'assemblée générale de la Société Absorbante appelée à délibérer sur le projet de fusion.

**11. Informations concernant la fusion.** Conformément à la Loi luxembourgeoise ce projet de fusion doit être publié dans la Gazette luxembourgeoise (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes, décidant de la fusion.

Aux sièges sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes, les documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales seront à la disposition de l'actionnaire unique des sociétés au moins un mois avant les assemblées générales des actionnaires décidant de la fusion.

Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

Les assemblées générales extraordinaires de l'actionnaire unique des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion se tiendront peu après l'expiration de la période d'attente d'un mois commençant dès la publication de ce projet de fusion.

#### Attestation

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. ALVES SILVA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 30 décembre 2013. LAC/2013/60486. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007581/130.

(140007939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

#### **Covidien International Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.527.

Avec effet au 23 décembre 2011, le mandat de M. Michelangelo Stefani en tant qu'Administrateur-Délégué est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui statuera sur les comptes clos au 27 septembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Covidien International Finance S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014009116/13.

(140010443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

#### **Trust & Timing, Fonds Commun de Placement.**

Mitteilung an die Anteilhaber des „TRUST & TIMING - T&T Solution Fund“

Anteilkategorie A (ISIN LU0700096091)

Anteilkategorie T (ISIN LU0700097495)

Wir möchten die Anteilhaber hiermit darüber informieren, dass der Verwaltungsrat am 10. Januar 2014 gemäß Artikel 12 Absatz 1 des Allgemeinen Verwaltungsreglements beschlossen hat, den Umbrella-Fonds TRUST & TIMING mit dem einzigen Teilfonds „TRUST & TIMING - T&T Solution Fund“ unter Wahrung der Interessen der Anteilscheinhaber zu liquidieren.

Um eine Gleichbehandlung aller Anleger zu gewährleisten, beschließt der Verwaltungsrat den Teilfonds im Sinne von Artikel 12 Absatz 1 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements aufzulösen, da auf Grund von Rückgaben das Nettovermögen des Teilfonds unter einen Betrag fiel, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung angesehen wird.

Gemäß Artikel 12 Absatz 3 des Verwaltungsreglements sind Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen ab dem Datum der Beschlussfassung eingestellt. Eingegangene Zeichnungs- und Rücknahmeanträge werden ab dem Datum der Beschlussfassung abgelehnt.

Als Liquidator wurde die Axxion S.A., vertreten durch Herrn Thomas Amend, ernannt.

Die Liquidation erfolgt, indem die dem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte veräußert sowie die diesem Teilfonds zuzuordnenden Verbindlichkeiten getilgt werden. Die Liquidationskosten werden dem Nettoteilfondsvermögen vollständig belastet. Der Liquidationspreis wird schnellstmöglich an die Anteilhaber ausgekehrt.

Nicht abgeforderte Liquidationserlöse werden bei der Depotbank hinterlegt und werden spätestens nach 9 Monaten ab dem Datum des Liquidationsbeschlusses des Verwaltungsrates für Rechnung der Anteilhaber bei der „Caisse de Consignation“ in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, soweit er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von dreißig Jahren dort angefordert wird.

Grevenmacher, im Januar 2014.

AXXION S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Référence de publication: 2014010498/29.

**Copytech S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8140 Bridel, 72, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 23.870.

L'an deux mille treize, le huit novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**ONT COMPARU:**

1.- Monsieur Yann TREDET, gérant de société, né à Valenciennes, (France), le 2 mars 1968, demeurant à F-54360 Blainville-sur-l'Eau, 15, rue Le Clos Gelé, (France).

2.- Monsieur Dominique KOZLOWSKI, gérant de société, né à Creutzwald, (France), le 30 mai 1969, demeurant à F-57150 Creutzwald, 6, Impasse des Palombes, (France).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «COPYTECH S.à r.l.», avec siège social à L-8140 Bridel, 72, route de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 23.870, a été constituée suivant acte reçu par Maître Norbert MÜLLER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 22 janvier 1986, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (ci-après le «Mémorial C»), numéro 93 du 15 avril 1986,

que les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 10 mai 1990, publié au Mémorial C numéro du 424 du 19 novembre 1990,
- en date du 17 décembre 1990, publié au Mémorial C numéro du 221 du 23 mai 1991,
- en date du 29 septembre 1993, publié au Mémorial C numéro du 596 du 15 décembre 1993,
- en date du 18 septembre 2000, publié au Mémorial C numéro 164 du 3 mars 2001
- en date du 4 juin 2007, publié au Mémorial C numéro 1731 du 16 août 2007.

- Que le capital social de la société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR), représenté par CINQUANTE (50) parts sociales de DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250,- EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée constate qu'en vertu d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé en date du 15 novembre 2007 dans laquelle Madame Joceline DRAUX, employée privée, demeurant à L-1215 Luxembourg, 2D, rue de la Barrière, a cédé cinquante (50) parts sociales de la société Monsieur Yann TREDET, préqualifié, et à Monsieur Dominique KOZLOWSKI, préqualifié.

*Acceptation de cession de part*

Monsieur Yann TREDET, préqualifié, et Monsieur Dominique KOZLOWSKI, préqualifié, agissant en leurs qualités de gérants de la société, déclarent accepter lesdites cessions, au nom de la société conformément à l'article 1690 du Code Civil et l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Les cessionnaires susdits, sont propriétaires des parts sociales leur cédées à partir de la date des cessions.

*Deuxième résolution*

A la suite des cessions de parts sociales ci avant mentionnées, l'article six (6) des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR), représenté par CINQUANTE (50) parts sociales de DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250,- EUR) chacune, entièrement libérées.»

8445

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de sept cent cinquante euros (EUR 750,-).

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Yann TREDET, Dominique KOZLOWSKI, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 12 novembre 2013. Relation GRE/2013/4516. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165383/56.

(130202778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

---

**Avanza Immobilia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 78.548.

Les Comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 23/12/2013.

Pour AVANZA IMMOBILIA S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2013179499/12.

(130220303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**AZU s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5371 Schuttrange, 4, rue des Prunelles.

R.C.S. Luxembourg B 136.211.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de l'associée et de la gérante Madame Weber Heike est la suivante 4, rue des Prunelles L-5371 Schuttrange

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013179500/11.

(130218841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Automotive Parts Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 111.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179498/9.

(130218805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Balian, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179505/9.

(130220004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Balian, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179506/9.

(130220005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Almasa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 14.210.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013*

1. La cooptation, en date du 25 septembre 2013, de M. Philippe Stock, employé privé, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch en tant qu'administrateur en remplacement de Madame Isabelle Schul, est ratifiée.

2. Les démissions, en date du 20 décembre 2013, de Monsieur Philippe Stock, Monsieur Stéphane Baert et Mme Laurence Mostade sont acceptées.

3. La démission de FIN-CONTROLE S.A. avec effet au 20 décembre 2013, est acceptée.

4. Monsieur Philippe Lambert, expert-comptable, demeurant professionnellement au 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass, Madame Isabelle Schul, employée privée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal et ATALUX, société anonyme, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal sont nommés administrateurs avec effet au 20 décembre 2013. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2014.

5. FISCOGES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-8362 Grass, 4 rue de Kleinbettingen est nommée, en date du 20 décembre 2013, en tant que Commissaire jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2014 en remplacement de FIN-CONTROLE.

6. le siège social de la société est transféré du 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec effet au 20 décembre 2013.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

ALMASA S.A., SPF

Référence de publication: 2013179456/27.

(130219902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Beyer-Copex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 20.066.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bert Van den Bergh

*Administrateur*

Référence de publication: 2013179516/11.

(130219611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Boson Energy, Société Anonyme.**

Siège social: L-1513 Luxembourg, 29, boulevard Prince Félix.

R.C.S. Luxembourg B 143.324.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013179519/11.

(130219722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**B&B Concepts S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6868 Wecker, 23, am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 171.100.

---

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Unterschrift

Für BBDL FINANZ S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2013179504/12.

(130219025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Banjo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 125.900.

---

Extrait des résolutions adoptées en date du 21 mai 2013 lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire au siège social de la société

*Conseil d'Administration:*

Les mandats des administrateurs en place sont renouvelés et prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019 et statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018.

Ces administrateurs sont:

- Marc GIORGETTI, administrateur-délégué, demeurant à Dondelange
- Paul GIORGETTI, administrateur, demeurant à Luxembourg
- Paul FEIDER, administrateur, demeurant à Luxembourg

*Commissaire aux comptes:*

Le mandat du commissaire aux comptes en place, à savoir Monsieur Jean-Marc FABER, 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg, est renouvelé et prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en l'année 2019 et statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018.

Référence de publication: 2013179524/20.

(130218742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Btech S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 163.275.

---

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179522/9.

(130219986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Bati Safe, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8229 Mamer, 35, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 104.697.

---

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179528/9.

(130220234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Archilabel, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.817.

Le bilan au 31-07-2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179484/9.

(130219548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Arcademe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 77.998.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179482/9.

(130218994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Amancey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2143 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179464/9.

(130219468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Antennes Kirsch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8295 Keispelt, 29, rue de Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 36.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179479/9.

(130218938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Eagles Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177715/9.

(130216668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---